

XIVèmes Journées Scientifiques de la SEH

Colloque international

Marseille, du 8 au 10 juillet 2002

La qualité de vie au quotidien cadre de vie et travail



MUTUELLES DE FRANCE 
L'ÉCHANGE, L'ENTRAIDE, LA RÉCIPROCITÉ



La qualité de vie au quotidien
Cadre de vie et travail

Responsables Scientifiques

Patrick BAUDOT, Daniel BLEY, Alain CLERC, Maud FERRERO,
Louise LASSONDE, Nicole VERNAZZA-LICHT

**PROGRAMME SCIENTIFIQUE
ET RESUMES DES
INTERVENTIONS**

**XIVèmes Journées scientifiques de la Société d'Ecologie Humaine
Marseille 8-9-10 juillet 2002**

Université de Provence-Centre Saint Charles, 3 place Victor-Hugo 13331 Marseille cedex 3
Tél : 04 91 10 63 28 Fax : 04 91 10 62 85 Email : qdv@up.univ-mrs.fr www.qualitedevie.org

Colloque International organisé par

La Société d'Ecologie Humaine, France
 Le Département Environnement, Technologies et Société, Université de Provence, France
 Le GDR 2150 du CNRS, France
 La Fondation du Devenir, Suisse

Avec le soutien de

Conseil Général des Bouches-du-Rhône, Ville de Marseille, Université de Provence,
 Fédération des Mutuelles de France, Programme « Environnement, Vie et Sociétés » du CNRS

Comité d'organisation scientifique

Patrick BAUDOT (Marseille)	Maud FERRERO (Mulhouse)
Daniel BLEY (Bordeaux)	Louise LASSONDE (Genève)
Alain CLERC (Genève)	Nicole VERNAZZA-LICHT (Bordeaux)

Collaboration technique

Laetitia BINAULT, Frédéric DIMANCHE, Romaric MILER et Aude MILVAUX

Comité Scientifique

Abega S.C. anthropologue, Yaoundé	Jollivet M. sociologue, Paris
Assako R.J. géographe, Douala	Lassonde L. démographe, Genève
Auquier P. épidémiologiste, Marseille	Lepège A. épidémiologiste, Paris
Baali A. anthropobiologiste, Marrakech	Mechkkat C. architecte, Genève
Bakonyi M. anthropologue, Genève	Mioche P. historien, Aix-en-Pce
Baudot P. démographe, Marseille	Moulin A.M. médecin, Paris
Bley D. anthropobiologiste, Bordeaux	Pillet G. économiste, Fribourg
Brun B. écologue, Marseille	Raynaut C. anthropologue, Bordeaux
Clerc A. juriste, Genève	Ronconi de N.E. médecin, Curitiba
Donès J-P. médecin du travail, Bordeaux	Rougemont A. médecin, Genève
Durand D. journaliste, Paris	Steichen P. juriste, Nice
Ferrero M. ingénieur, Marseille	Susanne C. anthropobiologiste,
Bruxelles	
Froment A. anthropobiologiste, Orléans	Trefon T. politologue, Bruxelles
Hubert A. anthropologue, Bordeaux	Vernazza-Licht N. anthropologue, Bordeaux

Présentation des institutions organisatrices

La Société d'Ecologie Humaine (S.E.H.)

C'est une société pluridisciplinaire pour la connaissance et l'étude des interactions entre l'homme et son environnement. Organisatrice de Journées Scientifiques annuelles, rassemblant des spécialistes et chercheurs de toutes disciplines. Les actes de ces différentes Journées sont publiés à travers la collection *Les Travaux de la S.E.H.*

Contacts

Président : Patrick Baudot (baudot@up.univ-mrs.fr)

Le GDR 2150 «La qualité de vie : perceptions et mesures », CNRS

Il s'agit d'un groupe de recherche pluridisciplinaire, associant des laboratoires des universités de Bordeaux et Marseille et étudiant, dans une diversité de lieux et de cultures, les relations environnement/santé dans une perspective de qualité de vie.

Contact

Directeur : Daniel Bley (danielbley@aol.com)

Le Département Environnement, Technologies et Société (DENTES)

C'est une entité pluridisciplinaire de l'Université de Provence, associant formation (I.U.P. ENTES, DESS AGIS, D.R.T. ENTES) et recherche (laboratoire Population Environnement).

Contact

Directeur : Max Carbonel

La Fondation du Devenir (FdD)

Fondation internationale sans but lucratif et d'intérêt public, la FdD vise à promouvoir la qualité de vie à travers des recherches-actions, la formation, la valorisation d'expériences et la mise en réseau des acteurs.

Contacts

Co-présidents : Alain Clerc (aclerc@fdd.org)

Louise Lassonde (llassonde@fdd.org)

Présentation des objectifs du colloque

La qualité de vie : enjeu central des mutations d'aujourd'hui

Se préoccuper de la qualité de vie n'est pas nouveau. Sous la forme du bien-vivre, du bien-être ou du bonheur, la question de la qualité de vie a traversé toutes les époques de l'humanité.

Le terme de qualité de vie, bien qu'il soit difficile à définir, est aujourd'hui largement utilisé dans toutes les strates de la société et dans tous les champs de la réflexion. On fait référence à la qualité de vie aussi bien à titre individuel que collectif, que l'on soit simple citoyen ou responsable politique, tant dans les domaines de l'environnement que dans celui de la santé.

Ce qui est nouveau cependant, c'est la volonté de faire de la qualité de vie un objet de connaissance scientifique pouvant servir de fondement à des programmes opérationnels et à des interventions concrètes, notamment dans les domaines des affaires sociales, de la santé, du travail, de l'aménagement.

La qualité de vie au quotidien : entre santé, environnement et travail

Dès 1997, la revue Prévenir dans son numéro 33 a fait un état des lieux des recherches conduites sur le concept de Qualité de vie.

En 1999, cette réflexion s'est poursuivie à Genève lors du colloque « La Qualité de vie au centre des politiques de santé ».

En 2002, le colloque de Marseille s'attache à parcourir les thématiques du cadre de vie et du travail, à travers la présentation de recherches théoriques et d'études de cas. Seront notamment abordés :

- les indicateurs élaborés pour quantifier la qualité de vie
- la diversité des méthodes et des concepts employés dans les études consacrées à la qualité de vie
- les actions en faveur de la qualité de vie entre mobilisation des usagers et élaboration des politiques publiques
- les perceptions et les usages du cadre de vie et du milieu
- les différents aspects de la qualité de vie au travail

Les apports innovants du colloque : interactivité et dialogue

Ce colloque se veut très pragmatique : il s'agit de présenter un état des lieux des connaissances et des pratiques qui ont cours dans ce domaine à travers le monde et d'instaurer une interaction entre ceux qui développent des expériences ou des actions en faveur de la qualité de vie et ceux qui entreprennent des recherches sur ces questions. Le colloque devrait permettre une réflexion générale sur les attentes des populations, d'initier des pistes d'actions concrètes, de valoriser des expériences innovantes et de faciliter la mise en réseau des acteurs.

Programme

Lundi 8 Juillet : Approches théoriques

9h Ouverture et présentation des journées

Ouverture officielle par un représentant de la Mairie de Marseille et de l'Université de Provence

Introduction par les organisateurs

9h30-12h30 : **Session 1 : Des indicateurs pour quantifier la qualité de vie**

- ✧ Quality of Life in Canada : a Citizens' Report Card, Sandra Zagon, CPRN, Ottawa, Canada
- ✧ Quality of life in European societies - a system of social indicators and a cross-cultural comparison, Manfred Garhammer, Université de Bamberg, Allemagne
- ✧ The community well being index report, Scott Henderson, Roni Summers Wickens, Community Development Council of Quinte, Canada
- ✧ Intérêt et limites des indicateurs de qualité de vie. L'exemple de la ville de Curitiba, Paulo Battaglin, Université fédérale du Paraná, Brésil

14h30-18h : **Session 2 : Concepts et méthodes**

- ✧ Measuring global process through subjective well-being, Jan Bernheim, Université Libre de Bruxelles, Belgique
- ✧ Les déterminants de la santé et du cadre de vie, Roland Walger, Mutuelles de Provence, Marseille, France
- ✧ Recherche méthodologique d'évaluation de la qualité de vie intra-urbaine : le cas de la ville de Lyon, Natalia Saulnier, Institut d'Urbanisme, Lyon 2, France
- ✧ L'effet du milieu sur la qualité de vie et le bien-être : vers une intégration des points de vue objectif et subjectif, André Langlois, Anne Gilbert, Département de Géographie, Université d'Ottawa, Canada
- ✧ La notion de projet de vie ou comment regagner l'estime de soi après un licenciement collectif, Sylvie Malsan, Société d'Ethnologie Française, Paris, France
- ✧ Cadre de vie et écologie familiale, Francis Ribeyre, EGID, Université de Bordeaux 3, France
- ✧ La démarche Haute Qualité Environnementale (HQE) en aménagement et architecture, Eric Varjabedian, ARD Ingénierie, Vitrolles, France

18h15 TABLE RONDE

La qualité de vie, un principe pour l'action ?

Avec la participation de :

Omar Brixì, Conseiller technique, Fédération des Mutuelles de France, Paris

J.C. Gondard, Mairie de Marseille, Projet de Qualité de Vie Partagée

Jean-Louis San Marco, Laboratoire de Santé Publique, Marseille

Pascale Steichen, Juriste, Nice

Animée par Dominique Durand, journaliste à Viva *Ouvert au public*

Mardi 9 Juillet : De la recherche à l'action

9h-13h : Session 3 : Agir pour la qualité de vie

- ✧ Le concours d'idées « Envies d'environnement », des projets pour améliorer le cadre de vie des Marseillais en mobilisant les citoyens, Robert Assante, Ville de Marseille, France
- ✧ L'Union des Comités d'Intérêts locaux de l'agglomération Lyonnaise Options et contradictions, Malika Amzert, Laboratoire RIVES, ENTPE, Vaulx-en-Velin, Franck Chignier-Riboulon, Laboratoire CERAMAC, Clermont-Ferrand France
- ✧ La qualité de vie des personnes âgées : le rôle de l'université du 3ème âge dans le maintien des contacts sociaux à Genève, Marika Bakonyi-Moeschler, Ewa Mariéthoz, CUEH, Université de Genève, Suisse
- ✧ L'Agence des Temps de Poitiers, un espace de médiation, Mad Joubert, Mairie de Poitiers, France
- ✧ La qualité de vie, cadre de vie : deux voies, parallèles ou convergentes, Laurette Wittner, Pierre Jean Dutey, UMR 5600 Vaulx-en-Velin, Université Claude Bernard Lyon, France
- ✧ Le Bonheur est dans le pré comme image de la qualité de vie dans le Gers, Laurence Licht, Laurence Libespère, Université de Provence, Chambre d'agriculture et Excellence Gers,
- ✧ La construction sociale des dangers, des risques et des précautions, un levier pour les politiques de prévention, Dominique Pécaud, Institut de l'Homme et de la Technologie, Nantes, France
- ✧ La qualité de vie dans la perspective de la politique communautaire de développement durable des transports, Lucia Mainier-Schall Trascu, Université des Sciences sociales de Toulouse, France

15h : Sortie au large de Marseille

Mercredi 10 Juillet : Etudes de cas

9h-12h30 : Session 4 : Etudes de cas - Cadre de vie, milieu

- ✧ La qualité de vie urbaine quotidienne : perception et évaluation, Amélie Oudry, Danièle Hermand, Laboratoire de Psychologie, Université de Nantes, France
- ✧ La qualité de vie des habitants et la mobilisation des acteurs du territoire, Valérie Meyer, SYCOPARC, La Petite Pierre, France
- ✧ Le cadre de vie au quotidien battu en brèche en Algérie. Mondialisation et bouleversements internes, Fatma Salhi, Ecole Polytechnique d'architecture et d'urbanisme, Alger
- ✧ La pollution est-elle un enjeu en termes de qualité de vie, de qualité de la ville ?, Nathalie Blanc, Sébastien Bridier, Lucile Gresillon, LADYSS, Université de Nanterre, France
- ✧ La flexibilité spatio-temporelle des lieux de travail entendue comme un outil de qualité de vie, Laurence Thomsin, FNRS, Université de Liège, Belgique

- ✧ Les jardins communautaires : à la recherche de nouveaux espaces et de nouveaux types de relations sociales, Marie-Jo Menozzi, ENSP/LAS, Rennes, France
- ✧ Les temps sociaux à la racine des inégalités entre les femmes et les hommes, Monique Haicault, LEST/CNRS, Aix en Provence, France

14h30-18h : **Session 5 : Etudes de cas - Le travail**

- ✧ Cadre de vie et conditions de travail dans une grande plantation du Sud-Cameroun, Séverin Cécile Abéga, Daniel Bley et Nicole Vernazza-Licht, UCAC Yaoundé, Cameroun, UMR 5036 Bordeaux, France
- ✧ Enquête sur la qualité de vie dans les communautés agricoles du municpe de Pirapora, Etat du Minas Gerais au Brésil, Rosa Asmus, Centre du Développement Durable, Université de Brasilia, Brésil
- ✧ Améliorer le bien-être en entreprise. Comment les institutions peuvent-elles y répondre ? Illustrations en France et Belgique, Vincent Grosjean, INRS, Vandoeuvre, France
- ✧ Vie au travail, santé et usure professionnelle : le cas des personnels de surveillance en maison d'arrêt, Marcel Lourel, Laboratoire de Psychologie sociale, Rennes, France
- ✧ Les logiques de privatisation des locaux professionnels, Anne Monjaret, CERLIS/CNRS, Paris, France
- ✧ Les facteurs concurrents à la satisfaction des travailleurs dans différents types d'aménagement d'espaces de travail, Claudia Porto de Lima, Laboratoire de Psychologie Environnementale, Université Paris 5, France
- ✧ Perceptions of everyday quality of life and employment opportunities among South African youth: A Grahamstown East/Rini case study, Valérie Moller, ISER, Rhodes University, Afrique du Sud
- ✧ Modernisation de l'administration municipale par et pour une qualité de vie partagée : une démarche innovante de management durable, J. C. Lardic, Direction de la Qualité de Vie Partagée, Ville de Marseille, France

18h Clôture par les Organisateurs

Annexes

Adresses des intervenants

Publications des intervenants

Approches théoriques

Session 1

Des indicateurs pour quantifier la qualité de vie

Sandra ZAGON

Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, Ottawa, Canada

Quality of Life in Canada: a Citizens' Report Card

Canadians are used to hearing this country's progress summed up in terms of purely economic measures, like the Gross Domestic Product (GDP) or the index of stock market prices. Important as these may be (and economic security is vital to citizens), they are an inadequate reflection of what is important to the quality of life in Canada. They overlook some important costs and consequences of economic activity, things like environmental damage, resource depletion, or the loss of a community's economic base.

Canadians need indicators that do a better job of describing the quality of their lives as they experience them. Indeed, they need them to track their country's progress as communities and as a society.

The Report Card was designed by citizens to capture what they think matters for quality of life in Canada. In the Fall of 2000, citizens from all walks of life met in 40 small groups in 21 locations across the country. Each group deliberated for three hours on what is important for quality of life in Canada, and on the information they need to assess progress. The nine themes, in order of priority, mirror their choices. They are : Democratic rights and participation, Health, Education/learning, Environment, Social programs/conditions, Community, Personal well-being, Economy/employment, and Government.

Experts helped identify the indicators for those themes and some of the original citizen-participants approved the selection.

There is much of interest in this collection of indicators. Yet there is no single measure that would allow one to conclude that things are getting better, or worse, or simply staying the same for Canada's quality of life. Ultimately, the question of whether quality of life has improved depends on the circumstances of the observer. What's important here is that the report has captured a citizens' perspective, the most fundamental measure of progress in a society.

What is especially striking about this Report Card are the serious gaps in the data it uncovers. Citizens have set a big challenge for the people who measure performance. Yet, one thing is clear: No one can claim with confidence that "Canada is the best", or that "Canada is on the road to ruin", without better data on a number of factors Canadian citizens say are critical to our country's quality of life.

This Report Card is a first effort. It is hoped that the exercise will be repeated every five years. Work will continue, in the meantime, to fill the gaps and improve the measures citizens have chosen here.

Manfred GARHAMMER
Université de Bamberg, Allemagne

*Quality of life in European societies :
a system of social indicators and a cross-cultural comparison*

This paper addresses the issue of "quality of life in everyday and working life" from a sociologist perspective. EU-societies are being compared to the U.S.A. and Japan. More and more Europeans define their quality of life not only in terms of prosperity of goods, but also of time. Hence my contribution introduces time prosperity as a basic "non-material" element of the richness of a society. This aim is gradually gaining importance in the agenda of the European discussion on working life.

My concept to record time prosperity covers both individual time resources and the embedding of individuals in collective time institutions. First, evidence for Germany is shown by my own time-use-surveys in 1991/92 and 1999. Secondly, I compare societies from the EU with the U.S.A. and Japan, using recent diary-data (e.g. France 1999). Full-time employed in France, Denmark, Sweden, Finland, Germany, Austria, Italy, Spain, Portugal and UK in the 1990s are selected as samples.

Other indicators of the quality of life are examined such as how the feeling of being rushed is spread and how much time remains for rest. Concerning the working life overwork and marginal part-time work, the gap between actual and preferred working hours are examined along with the distribution of time prosperity amongst women and men.

A range of various indicators will be used to build a comprehensive system of social indicators to measure the quality of life in the private, the working and the public life. This allows for mapping the individual societies with regards to the material and non-material dimensions of wealth. The map of quality of life indicates how these societies vary in the specific combination of economic and time prosperity.

Roni SUMMERS WICKENS - Scott HENDERSON

Community Development Council of Quinte, Canada

The Community Well Being Index Report

The Community Well Being Index Report measured more than 125 indicators over a 5-year time span between 1995 and 2000. The Community Development Council of Quinte attempted to really show what information is available to communities and how to profile communities through these available information sources. We did not create a set of indicators but rather researched what information was available from different sources including government and municipal sources as well as private agencies that collect data at the local level. We then compiled a report that profiles extensively the region in which we live in.

Instead of establishing an index that measures progress and setbacks mathematically, the index inventoried information collected in the region. By establishing an inventory of the information that is collected, we could study the data, summarize its contribution to community well being and disseminate information within the context of holistic determinants of health. By doing so through broad categories we could continue to explore the interplay between sectors and, ideally, can contribute to community well being by ensuring local public policy decision makers have access to factual community based data with which to strengthen public policy and, in turn, community well being.

Paulo BATTAGLIN MACHADO

Université Fédérale du Paraná, Brésil

*Intérêt et limites des indicateurs de qualité de vie :
l'exemple de la ville de Curitiba*

Comment peut-on définir la qualité de vie ? Et comment peut-on la mesurer ?

Nous prendrons comme exemple pour discuter de cette question une étude effectuée à Curitiba (Etat du Parana), ville au sud du Brésil qui a la réputation d'être une « Ville Ecologique ». Cette étude avait pour objectif de mesurer l'impact des politiques publiques sur les dynamiques humaines dans la ville de Curitiba.

Pour réaliser cette étude nous avons élaboré une combinaison d'indicateurs urbains et de conditions de vie susceptibles de rendre compte de la qualité de vie de la population de Curitiba. Cette approche nous a permis d'analyser les différences intra-urbaines notamment en ce qui concerne les conditions de vie dans 75 quartiers de la ville.

Nous avons utilisé la méthode de Genebrino - Distanciel, en employant 5 groupes d'indicateurs concernant les domaines suivants : Education, Habitation, Santé, Transports et Revenus. Cette méthode nous a permis d'agréger les indicateurs par groupe et par régions, en construisant des indices synthétiques. L'analyse des Clusters et l'utilisation d'un SIG (Système d'Information Géographique) ont été aussi employées pour l'étude.

Les questions principales que l'on peut se poser à partir de cette recherche sont de savoir si ces indicateurs peuvent mesurer la qualité de vie ou s'ils sont uniquement le reflet d'un ensemble de valeurs quantitatives qui ne prennent pas en compte la situation réelle de la vie urbaine de Curitiba.

Session 2
Concepts et méthodes

*Diversité des méthodes ...
... diversité des concepts*

*Jan BERHEIM, Francis HEYLIGHEN, Matthias ROSE,
Ruut VEENHOVEN*

Université Libre de Bruxelles, Belgique

Measuring global progress through subjective well-being

Progress could in principle be measured through the change over time of average scores of subjective well-being (SWB) weighted longevity, i.e. Happy Life years (HALY). Worldwide, the existing longitudinal data show improvement (and in Europe also reduced dispersion), but all the increase is in longevity, not in happiness. Surveys of happiness are intrinsically insensitive to developments over time, because SWB is typically evaluated relative to proximate, and therefore salient, reference points, such as peers or expectations based on recent experience.

We propose the development of measuring instruments that are less subject to such "relativistic" distortions. One approach, ACSA, uses the best and worst periods of one's life as standards, and was recently shown to be more discriminating and longitudinally reactive than standard instruments. Another approach derives more sensitive indicators from the objective variables that correlate with average SWB when different countries are compared. The "World Database of Happiness" provides extensive data on such variables. They include wealth, health, security, knowledge, freedom and equality. Various statistical data suggest that all these indicators have undergone significant improvements during the last half century. This gives strong support to the theses that 1) progress objectively occurs and 2) that the Universal Declaration of Human Rights epitomizes the conditions for human happiness.

Roland WALGER

Mutuelles de Provence, Marseille, France

Déterminants de la santé et du cadre de vie

Les Mutuelles de Provence rayonnent sur les Bouches-du-Rhône en regroupant 1500 salariés, 1500 administrateurs, 60 réalisations sanitaires (le premier réseau sanitaire privé à but non lucratif du département) et 90 mutuelles assurant la protection de 450 000 personnes.

Plus que rembourser la part complémentaire de la sécurité sociale, être solidaire pour notre mouvement mutualiste c'est aussi s'attaquer aux inégalités face à la santé : accès aux soins, accès à la prévention, qualité du cadre de vie. Cette démarche préventive engagée par les Mutuelles de Provence a comme point de départ la question : « qu'est ce qui dans mon environnement peut porter atteinte à ma santé ? ». Les outils développés dans ce cadre s'appuient sur une démarche participative :

- étude de territoire ; état des lieux et recherche d'une grille de lecture pour les facteurs de risques « éliminables » présents dans l'environnement ;
- recherche de consensus sur les priorités locales (enquête utilisant la méthode DELPHI) ;
- analyse de représentations.

Des exemples concrets d'action viennent illustrer combien certains facteurs présents dans le cadre de vie sont des déterminants de santé. Mais surtout cela ouvre de nouvelles perspectives dans la recherche de réponses, car ces constats mettent en évidence le rôle que peuvent jouer certains acteurs, dont ils n'avaient pas conscience.

Portées par les observations et les demandes de mutuelles locales ou de professionnels exerçant dans des centres de santé, les Mutuelles de Provence confirment à travers leurs expériences que :

- le choix de la participation des mutualistes et des habitants à la recherche de solutions est central ;
- le croisement des priorités des acteurs avec les besoins ou demandes des habitants est nécessaire ;
- l'élaboration des réponses ne pourra se construire que dans la capacité des acteurs locaux à travailler ensemble.

Natalia SAULNIER

Institut d'urbanisme de Lyon, Université Lumière Lyon 2, France

*Recherche méthodologique d'évaluation de la qualité de vie
intra-urbaine : le cas de la ville de Lyon*

Notre travail vise à l'élaboration d'une méthodologie d'analyse permettant l'étude des disparités intra-urbaines de la qualité de vie et sa mise en application sur la ville de Lyon. La problématique est à la fois de trouver une mise en application pertinente du concept et de mener une réflexion approfondie sur l'échelle intra-urbaine. Notre travail se construit autour d'une double approche : une considération subjective des représentations citadines permettant de tendre ensuite vers un diagnostic objectif de la qualité de vie. Par le biais d'un sondage auprès des acteurs urbains, il s'agit de prendre connaissance des critères nécessaires à la qualité de la vie. Selon la nature des résultats de l'enquête nous pourrions mettre en place une batterie unique d'indicateur ou nous conserverons une typologie actorielle.

Notre démarche, loin de vouloir embrasser l'ensemble des champs relatifs à la notion de qualité de vie, se propose d'opter pour la complémentarité des approches. En s'imposant de nouveaux "réflexes", il devient possible d'aborder la qualité de vie comme une notion à construire. Au lieu de distinguer l'analyse objective et quantitative de l'analyse subjective et qualitative, il apparaît plus judicieux de se nourrir de leur richesse et de leur pertinence respectives. L'objectif est de passer d'une vision séparatiste du concept à une vision pragmatique, évolutive et dynamique. Bien entendu il ne faut pas voir dans cette démarche la volonté de s'approprier la globalité des champs possibles d'investigation. Il s'agit d'y voir un essai de construction intégrateur permettant à chaque démarche de trouver sa place pour tendre vers une représentation de la qualité de vie.

Notre travail repose sur l'élaboration d'un système de mesure fondamentalement basé sur la prise en considération des jugements de valeur, des représentations et des perceptions citadines. Pour que le choix des indicateurs de qualité de vie ne se fasse pas a priori dicté par la contrainte statistique ou à "dire d'expert", il convient d'intégrer au système de mesure une démarche subjective qui permette de légitimer l'ensemble de notre analyse.

Grâce à l'utilisation du S.I.G., il est envisageable d'utiliser une exploitation à la fois statistique et géographique capable d'opérer par analyse multi-critères une disparité géographique à partir des informations relatives à la qualité de vie. Il sera ainsi possible d'envisager un regroupement territorial (préféré à un découpage spatial) en fonction de la valeur objective des critères identifiés. Cette démarche a donc pour but de s'émanciper d'une contrainte spatiale prédéterminée et de mettre en évidence des zones de potentialités et de carences. Ce travail de recherche permet ainsi de cerner une définition pragmatique de la qualité de vie, d'identifier une méthode d'évaluation complémentaire, de proposer une représentation de la qualité de vie et d'en analyser les disparités spatiales.

André LANGLOIS - Anne GILBERT
Université d'Ottawa, Canada

*L'effet du milieu sur la qualité de vie et le bien-être :
vers une intégration des points de vue objectif et subjectif*

L'étude du bien-être et de la qualité de vie tient à la fois de l'approche objective et subjective. Les rapports qualité de vie/bien-être/milieu constituent un banc d'essai propice à l'application de ces approches qui, souvent, ont produit des résultats différents voire contradictoires. Or, il nous semble qu'une possibilité d'intégration existe à la fois sur le plan conceptuel et empirique pour produire une vision plus globale de la qualité de vie. Notre propos sera d'abord de présenter un modèle conceptuel suggérant des liens à partir desquels l'intégration conceptuelle peut se faire. Nous exposerons ensuite quelques résultats montrant que, dans ses rapports au milieu, la perception du bien-être reflète assez fidèlement la qualité de vie mesurée objectivement.

Nos résultats proviennent d'une recherche sur le bien-être et la qualité de vie des personnes âgées dans l'Outaouais québécois où deux sources de données ont été exploitées. Dans un premier volet, le recensement canadien de 1996 sur la population et le logement nous a fourni l'information de base pour caractériser objectivement la qualité de vie dans les différents milieux de la région. Dans un second volet, l'évaluation subjective du bien-être nous a été révélée par une vaste enquête auprès de la population visée. L'analyse s'est faite en deux temps. D'une part, l'analyse de la relation entre la taille des milieux et un indicateur objectif de la qualité de vie a montré une relation clairement positive. D'autre part, l'évaluation individuelle du bien-être montre également un rapport significatif au milieu. La comparaison des résultats de l'analyse de ces deux sources de données nous permet donc de croire que notre effort d'intégration n'est pas sans fondement.

Sylvie MALSAN

Société d'Ethnologie Française, Paris, France

*La notion de projet de vie ou
comment regagner l'estime de soi après un licenciement collectif*

En 1995-96, licenciées dans les dures conditions d'un conflit social engagé depuis plusieurs mois contre la fermeture de leur usine, des ouvrières de l'unité électronique de Querqueville (50) réclameront à leur ancien employeur, Alcatel, les moyens d'assurer matériellement leur avenir. Mme Martin souhaite acheter deux petits appartements pour en tirer une rente locative, Mme Dubois attend son troisième enfant, Mme Leclair envisage de reprendre ses études. Or, désorientées par la perte de leur emploi et le mépris reçu, toutes les salariées ne seront pas capables de formuler immédiatement de tels projets de vie.

Une antenne-emploi, pilotée par une équipe de consultants (conjointement avec la direction de l'entreprise) sur un mode de fonctionnement original, dit personne/projet, permettra à la plupart de ces ouvrières de « s'en sortir ». C'est ce que j'ai pu observer au cours d'un travail ethnographique réalisé en 1997-98. L'objectif des consultants fut de restaurer la confiance en soi et les capacités d'autonomie des salariés en vue de leur réorientation professionnelle... ou de toute autre solution personnelle.

Ils s'appuyèrent pour cela sur la notion de projet, c'est-à-dire sur une « approche par finalités » qui, d'une part, comprend un certain nombre d'étapes obligées dont la durée varie en fonction du rythme de progression de chaque individu, d'autre part, doit être mise à l'épreuve de la réalité. Je remarquerai que ces notions et exigences sont décrites par Paul Ricœur dans sa définition de la volonté. Un des supports des consultants était le portefeuille de compétences, issu de l'ancien livret ouvrier et du portfolio québécois (min. éducation de Montréal). Par son intermédiaire, les consultants instauraient une relation d'échange réciproque dont le point de départ était : qu'est-ce que je peux faire d'autre [que mon travail à Alcatel] ? qu'est-ce que j'ai envie de faire ? Ils se faisaient les « médiateurs » entre un avant et un après, entre la période vécue dans l'entreprise et la période qui allait suivre, permettant à l'ouvrière de mettre en mots ce passage et de (se) réaliser (au travers d'un projet professionnel et/ou de vie. (Je tenterai ici un parallèle avec la « médiation » selon Bruno Latour.) Dans de nombreux cas, des ouvrières se sont recréé des points de repère identitaires, elles ont recouvré leurs capacités à se projeter dans l'avenir : être quelque part, pour aller quelque part.

Francis RIBEYRE

Institut EGID, Université Bordeaux 3, France

Cadre de vie et Ecologie familiale

La qualité de vie des populations humaines est étroitement dépendante des environnements de proximité. En France, le temps consacré aux activités familiales, aux besoins physiologiques, aux loisirs... ne cesse d'augmenter et est largement supérieur à celui consacré aux activités professionnelles. L'amélioration du cadre de vie des ménages est conditionnée par leur niveau d'équipement, le type de logement, les moyens de communication... éléments de confort qui ont fortement progressé au cours des dernières décennies pour la plupart des personnes.

Toutefois, les préjudices d'une demande toujours soutenue de biens et de services par les Citoyens sont nombreux, notamment à l'égard des composantes abiotiques et biotiques des écosystèmes. Les prélèvements accrus de matières premières, l'augmentation de rejets gazeux, liquides ou solides, la modification des paysages... sont autant de menaces à court ou moyen terme pour l'espèce humaine et la biosphère en général. Les démarches scientifiques visant à apprécier ces menaces, prévenir les risques, pallier aux dysfonctionnements actuels sont variées. L'Ecologie familiale, en complément de l'Ecologie industrielle, dans le cadre de l'Ecologie humaine et, à un degré supérieur, de l'Ecologie générale, peut apporter une contribution pertinente à la recherche de solutions visant à promouvoir un développement humain et économique compatible avec l'évolution souhaitable des écosystèmes. A titre d'exemple, l'analyse des impacts écologiques des produits domestiques peut permettre de préciser les implications des choix des consommateurs à l'égard de l'évolution de leur cadre et de leur mode de vie, en relation avec les mutations sociales concernant les structures familiales, la relation au travail, la communication...

Eric VARJABEDIAN

ARD Ingénierie, Vitrolles, France

*La démarche Haute Qualité Environnementale (HQE)
en aménagement et architecture*

L'intégration des facteurs environnementaux dans les projets d'aménagement et de construction est devenue un enjeu majeur pour les acteurs du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP), vus l'évolution de l'Europe et la prise de conscience écologique internationale. En effet, environnement, aménagement et architecture sont en forte interaction à divers niveaux, au travers en particulier de l'utilisation des ressources naturelles (matériaux et énergies), la gestion des déchets, les pollutions de l'eau et de l'air, la dégradation des sols, les rayonnements, l'esthétique des paysages, les nuisances vibro-acoustiques.

Un des moyens d'aborder ce champ complexe est de combiner des méthodes de gestion de la qualité avec des systèmes de management environnemental.

Ce sont actuellement les industriels du BTP qui semblent actuellement les plus concernées par ces stratégies, notamment pour la mise au point de matériaux, de procédés constructifs et de systèmes de recyclage intégrant la dimension environnementale.

En complément, le monde de la construction devient un des secteurs où la santé est de plus en plus pris en compte vus les exigences émergentes en termes de qualité de vie en partie liée aux conditions d'hygiène, d'ambiance et de confort à la fois dans l'espace urbain ou rural et à l'intérieur des bâtiments.

Actuellement, la démarche HQE tente de fédérer les divers partenaires autour de la définition et de la mise au point de méthodes globales de programmation, de la mise en œuvre d'opérations souvent expérimentales, de l'élaboration d'outils d'évaluation. Ces recherches et actions sont menées autour de quatre cibles majeures : l'éco-construction (relation du bâtiment avec son environnement direct), l'éco-gestion (énergies, eau, déchets), le confort (hygrothermique, visuel, acoustique), la santé (qualité de l'air, conditions sanitaires).

Les moteurs de cette démarche en France restent les maîtres d'ouvrage publics qui lancent des opérations principalement dans le logement social et l'enseignement (collèges et lycées). Le développement de la démarche HQE demeure lié à des prises de conscience, par chacun des partenaires, du besoin d'équilibre entre les aspects technico-économiques, sociaux et environnementaux pour les projets de tous types.

Actuellement en cours d'étude pluridisciplinaire, un éventuel label Qualité Environnementale peut dynamiser la démarche HQE mais révèle nécessairement l'exigence d'une programmation cohérente des projets d'aménagement et d'architecture, réellement adaptée aux besoins des futurs utilisateurs. Sans cette adéquation, une serre en plein Sahara serait de Qualité si elle est réalisée dans le respect des coûts et des délais, avec zéro défaut !

Table ronde

La qualité de vie, un principe pour l'action ?

Animée par Dominique Durand, journaliste à Viva

Avec la participation de :

- J.C. Gondard, Secrétaire général, Mairie de Marseille,
- Omar Brixi, Conseiller technique, Fédération des Mutuelles de France, Paris
- Jean-Louis San Marco, Laboratoire de Santé Publique, Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé INPES, Marseille
- Pascale Steichen, Juriste, Nice

La qualité de vie se construit au quotidien dans le cadre de vie et de travail. Dans un espace façonné par les contraintes socio-économiques, l'influence de l'homme est-elle réduite ?

Peut-il au nom de la qualité de vie modifier des environnements, remettre en cause des équilibres historiques, initier des développements moins dommageables pour la société et pour lui même ?

De la recherche à l'action

Session 3

Agir pour la qualité de vie

*De la mobilisation des usagers...
...à l'élaboration des politiques*

Robert ASSANTE

Ville de Marseille, France

Le concours d'idées « Envies d'Environnement »

*Des projets pour améliorer le cadre de vie des Marseillais
en mobilisant les citoyens*

La démarche

La Ville de Marseille agit depuis de nombreuses années pour l'environnement dans de multiples domaines et plus particulièrement ceux relevant de ses propres responsabilités. L'amélioration de notre environnement dépend aussi de la participation de la population marseillaise.

C'est pour cette raison que la Ville de Marseille a souhaité lancer un concours d'idées visant la mobilisation des motivations individuelles et collectives, uniquement dans un cadre associatif, pour conduire à des participations citoyennes en faveur de l'amélioration de l'environnement et de la qualité de vie à Marseille.

En 2000, ce sont 17 projets qui ont été désignés lauréats ; en 2001, 7 associations, ont elles aussi été retenues pour leurs propositions. L'ensemble des projets se retrouve autour de trois thèmes principaux :

- l'éducation et la sensibilisation à l'éco-citoyenneté.
- la gestion des déchets,
- l'amélioration et la valorisation du cadre de vie,

La participation citoyenne

En plus d'une nécessaire coordination entre les différents services municipaux (mise en place de transversalité et de décloisonnement entre les directions et les services), ces projets impliquent une mise en avant des participations des membres des associations.

En effet, pour chaque association, cette opération est l'occasion d'impliquer activement ses membres dans un projet concret, dont ils s'approprient le but (amélioration du cadre de vie) et les valeurs (éco-citoyenneté).

De plus, les habitants des zones concernées, même lorsqu'ils n'y participent pas, s'approprient les projets et les réalisations, émettant le souhait de pouvoir encore plus s'impliquer aux côtés de la Ville de Marseille.

Ainsi, au travers de ces actions associatives, la municipalité non seulement augmente son écoute des administrés, mais en plus réalise un réel acte de gouvernance en mettant à la disposition des citoyens les moyens de réaliser des projets au sein de leurs quartiers.

Ces projets éco-citoyens sont la preuve que chacun peut, par son comportement, prolonger et démultiplier l'action municipale par des initiatives locales.

*Malika AMZERT - Franck CHIGNIER-RIBOULON
RIVES/ENTPE, Vaulx en Velin - Laboratoire CERAMAC, Clermont-
Ferrand, France*

*L'Union des Comités d'Intérêts locaux
de l'agglomération Lyonnaise
Options et contradictions*

Les comités d'intérêts locaux (CIL) de l'agglomération lyonnaise sont nés de la mobilisation de citoyens pour leur environnement immédiat, à travers les problèmes de voirie, de desserte, de tout-à-l'égout, etc..., à la fin du XIXe siècle. Ils sont toujours aujourd'hui des porte-voix des habitants pour la défense de la qualité de leur cadre de vie. Leur préoccupation locale, dont les fondements ont évolué, existe toujours mais elle a été relayée par une action plus globale.

Dans le souci de peser davantage dans les questions d'avenir d'une agglomération qui ne s'affirme réellement que dans les années cinquante, une union, l'UCIL (Union des comités d'intérêts locaux), a été fondée en 1960. L'ensemble de l'organisation associative forme une structure pyramidale mais interactive, où les échelles géographiques s'emboîtent pour peser sur la relation au politique voire pour la monopoliser. Cependant certains CIL et certaines individualités jouent un rôle prépondérant dans le fonctionnement de cette mécanique associative à fort ancrage territorial. Mais ce qui a fait l'efficacité d'un modèle construit dans la durée provoque, dans le contexte socio-politique des six dernières années, son obsolescence. La longue durée serait-elle devenue un obstacle à l'avenir de l'association ?

Marika BAKONYI-MOESCHLER - Ewa MARIETHOZ

Centre Universitaire d'Ecologie Humaine, Université de Genève, Suisse

*La qualité de vie des personnes âgées :
le rôle de l'université du 3^{ème} âge
dans le maintien des contacts sociaux à Genève*

Les activités appartenant au domaine de la culture, de la religion, du sport et de l'éducation des adultes jouent un rôle particulièrement important pour les personnes âgées qui ressentent le besoin d'être impliquées dans la dynamique générale de la société et d'apporter une contribution positive à la collectivité. Un mode de vie actif, renforcé par plus d'éducation, a une influence positive sur le bien-être de la personne âgée, les contacts sociaux, le développement personnel et l'image de soi.

L'Université du 3^{ème} âge de Genève (UTA) joue un rôle non-négligeable dans le maintien de la qualité de vie des personnes âgées qui y participent. Les conférences et les diverses activités organisées à l'intention des participants stimulent le développement personnel des personnes âgées, leur permettent de garder l'esprit en éveil, de sauvegarder et/ou(re)créer un réseau social indispensable pour préserver la qualité de vie de ceux qui souffrent de la raréfaction des relations familiales, amicales ou professionnelles.

Le nouveau « défi » de l'UTA serait de mettre en place des structures permettant des échanges intergénérationnels visant à repenser autrement l'organisation sociale fortement cloisonnée, de permettre les échanges entre les personnes jeunes et âgées dans le but d'ennayer les stéréotypes négatifs réciproques, d'aplanir les tensions intergénérationnelles et garantir la cohésion sociale.

Mad JOUBERT

Ville de Poitiers, France

L'Agence des Temps de Poitiers : un espace de médiation

L'Agence des Temps de Poitiers est un espace de médiation adossé à la Communauté d'Agglomération de Poitiers. Dirigée par Dominique Royoux, également directeur du Service Recherche et Développement de la CAP, elle est animée par deux élues, Catherine Coutelle, adjointe au Maire, chargée de l'Université, du Développement Economique et du Temps et Mad Joubert, conseillère municipale déléguée à l'Agence des Temps.

Pour faire face à la désynchronisation des rythmes de la vie quotidienne et à l'aspiration des habitants à les concilier, l'Agence des Temps s'est donnée pour objectifs de :

- Contribuer à l'équilibre temps de travail/temps de vie
- Contribuer à la cohésion sociale en rééquilibrant les temps de services en faveur des moins favorisés
- Favoriser l'égalité hommes/femmes dans la distribution du temps
- Construire une réflexion commune qui associe l'ensemble des producteurs de temps (services publics, entreprises, écoles...) et les habitants.

Dans ce contexte les chantiers en cours sont les suivants :

- La mobilité. Quels transports collectifs face à la demande des usagers salariés aux horaires atypiques ?
- La garde des jeunes enfants. Une enquête est en cours au CCAS sur les modes de garde d'enfants de 0 à 3 ans afin de cerner les besoins des parents qui ne s'adressent pas systématiquement aux structures municipales
- Les nouveaux services. Recensement des services existants afin de définir ceux à créer pour favoriser l'échange entre les personnes disposant de temps et celles à qui il fait défaut
- L'adaptation des horaires d'ouverture des services publics aux usagers. Création d'un guichet unique lié à la rentrée scolaire dans les quartiers de la ville et étude en cours sur une soirée du citoyen au sein de la mairie.

En conclusion, l'Agence des Temps veut être un observatoire et un lieu de propositions, de négociations et de constructions de nouvelles solidarités.

Chacun est à la fois salarié ou chef d'entreprise, usager, consommateur et citoyen. Des conciliations, sur le modèle italien, sont nécessaires pour trouver les réponses adaptées aux besoins nouveaux de temps, pour tous et en toute transparence.

Laurette WITTNER - Pierre-Jean DUTEY

UMR 5600, Vaulx en Velin, Université Claude Bernard, Lyon, France

*Qualité de vie, cadre de vie :
deux voies, parallèles ou convergentes ?*

À une époque de moindre déterminisme géographique (matières premières, transports, débouchés potentiels...) et de délocalisation accrue, les villes concurrentes brandissent de plus en plus le cadre et la qualité de vie comme un de leurs atouts principaux.

Parallèlement, des lois telles que SRU (loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain) ont comme objectif avoué d'améliorer la qualité de vie.

Ces stratégies sont-elles ou non convergentes ? Notamment, la mixité urbaine prônée à l'échelle de l'État rejoint-elle les images implicites véhiculées dans la présentation des villes par elles-mêmes ? L'exemple (immédiat) du logement social montre que sous l'étiquette d'un même syntagme peuvent s'abriter des concepts et des valeurs distincts, voire antinomiques, selon l'instance qui en est l'auteur.

La question sera abordée par l'étude d'un corpus constitué des sites WEB d'un certain nombre de villes françaises.

Laurence LICHT, Laurence LIBESPERE

Université de Provence, France - Chambre d'agriculture et Excellence

Gers, France

« Le Bonheur est dans le pré »

comme image de la qualité de vie dans le Gers

Notre travail porte sur la perception du film « Le bonheur est dans le pré » d'Etienne Chatiliez par les habitants du Gers et sur l'impact que peut avoir un film sur une population.

Il s'est agi d'apprécier, autour de la notion de « qualité de vie », si ce film est une fiction qui décrit une forme de réalité dans laquelle se reconnaissent les spectateurs ou bien si c'est une construction intellectuelle de la réalité qui peut avoir un impact et déterminer des comportements qui peuvent générer des phénomènes d'identification.

Nous avons effectué pour cela une analyse basée essentiellement sur les discours produits autour de cet évènement cinématographique et sur les résultats d'une enquête que nous avons réalisée auprès des gersois.

En effet, dans le département du Gers, les politiques ont su utiliser le succès du « Bonheur est dans le pré » pour s'en servir comme slogan publicitaire et montrer à la France entière que « Le bonheur est dans le Gers ». Nous discuterons cet aspect et examinerons les retombées du film aux plans économique, touristique et politiques

Nous commenterons aussi les résultats d'une enquête que nous avons effectuée par questionnaire pour montrer la perception du film par des lycéens de la ville d'Auch, en essayant finalement de répondre à la question : Le bonheur est-il réellement dans le pré ? Le film est-il finalement une juste représentation de la qualité de vie dans le département du Gers ?

Dominique PECAUD

Institut de l'Homme et de la Technologie, Nantes, France

La construction sociale des dangers, des risques et des précautions, un levier pour les politiques de prévention

La préservation de la santé fait l'objet de politiques de prévention des risques dans différents domaines : le travail, la vie domestique, la vie publique. Ces politiques peuvent être vues de deux manières : soit on considère qu'elles reflètent de manière fonctionnelle des conceptions de la santé et de la sécurité, soit on fait l'hypothèse qu'elles engendrent à terme des cultures de la prévention qui ne seront pas sans effets voulus ou contre-intuitifs sur la santé.

En nous appuyant sur trois enquêtes récentes menées dans trois domaines différents (le rôle des outils d'analyse des accidents du travail en milieu industriel, les usages en matière de sécurité domestique chez les abonnés du gaz, l'impact de la vidéosurveillance sur la sécurité dans l'espace public), nous avons dégagé une problématique générale portant sur la construction sociale des dangers, des risques et des précautions. Cette problématique met en avant deux hypothèses que les enquêtes menées ont vérifiées. La première est qu'il existe un continuum culturel important entre des manières de penser, de sentir et d'agir portant sur les questions de risques et de sécurité quels que soient les domaines d'action : espace domestique, espace du travail, espace social. La seconde est qu'il existe un décalage important entre les raisons sociales que les acteurs se donnent pour agir (ou celles qui s'imposent à eux) et les raisons technicistes sur lesquelles sont bâties les politiques de prévention.

A partir de ces deux hypothèses, nous dégagerons une typologie des politiques de prévention des risques à partir de quelques indicateurs : cadres théoriques sur lesquelles elles s'appuient, objectifs pédagogiques poursuivis, rôle des acteurs, formes des débats, etc. Cette typologie devrait servir aux décideurs à mieux évaluer les effets des politiques qu'ils mettent en œuvre.

Lucia MAINIER-SCHALL TRASCU

Université des Sciences Sociales de Toulouse, France

*La qualité de la vie dans la perspective de la
politique communautaire de développement durable des transports*

Les moyens et les infrastructures de transport sont à l'origine de nombreuses pollutions et nuisances. Une politique efficace prenant en compte la qualité de vie doit tenir compte à la fois de la protection de l'environnement et du respect de la personne et de sa santé.

Les problèmes de qualité de vie que l'on rencontre dans le domaine des transports consistent dans la pollution atmosphérique, le bruit, la pollution des mers et des plages et se manifestent à la fois dans le cadre des transports routier, ferroviaire, aérien et naval. Ces problèmes vont cependant au-delà des considérations d'ordre environnemental, pour acquérir des aspects de santé publique, de confort urbain, de croissance économique contrôlée ou encore de formation d'une culture du développement durable.

Les pollutions et les nuisances présentent des caractères généraux et des spécificités. Une approche politique exclusive par type de pollution ou par type de transport ne saurait résoudre un problème aussi complexe. Ce n'est qu'en envisageant tous les aspects du problème des pollutions et des nuisances causées par les moyens de transport et en trouvant et en appliquant des solutions globales (voir transversales) qu'une politique puisse être efficace.

La politique communautaire du transport durable comprend aujourd'hui plusieurs instruments d'action dans le domaine des transports. L'intégration des préoccupations de l'environnement dans la politique des transports, la réglementation et la normalisation, les instruments financiers (comme par exemple le programme LIFE ou les éco-taxes), l'établissement d'un régime de responsabilité des pollueurs et l'introduction des préoccupations d'équité et d'éthique politique dans la gouvernance européenne, voilà tout autant de solutions que la Communauté propose.

Etudes de Cas

Session 4
Cadre de vie, milieu

*Des perceptions ...
... aux usages*

Amélie OUDRY - Danièle HERMAND

Laboratoire de Psychologie, Université de Nantes, France

Qualité de vie urbaine quotidienne : Perception et Evaluation

L'objectif de cette présentation est de mettre en évidence l'intérêt de l'utilisation de méthodes composites dans une recherche visant à déterminer les différents indicateurs subjectifs de la qualité de vie urbaine. Dans cette recherche, diverses méthodes ont été associées telles que l'observation écologique des sites de recueil, une étude des traces fournie par les recherches de géographes, l'entretien structuré et l'évaluation.

Pour cela, une enquête a été effectuée auprès de 400 citoyens âgés de 9 à 95 ans, résidant au centre et à la périphérie de Nantes. Chaque participant était incité à associer librement sur la qualité de vie dans son quartier de résidence.

Au préalable, une caractérisation des différents sites urbains a été réalisée à partir d'une analyse cartographique basée sur un indicateur discriminant d'aisance des résidents (Rapetti, 1997). Plusieurs quartiers résidentiels de la Communauté Urbaine Nantaise ont ainsi été sélectionnés, sur cette base, en fonction de leur situation géographique (centre, périphérie) et sociale (quartiers populaires, quartiers aisés). D'autre part, une observation de chaque quartier, conduite à partir d'une grille, a mis en évidence des indicateurs objectifs caractéristiques de ces lieux.

Les résultats montrent que les citoyens du centre ville mentionnent davantage d'indicateurs relatifs à la sécurité tandis que ceux de la périphérie évoquent principalement des indicateurs de services. Les participants d'habitat aisé vivant au centre ville mentionnent davantage d'indicateurs d'accessibilité, de mobilité, d'aménagement du territoire, alors que ceux d'habitat populaire évoquent d'abord des indicateurs de services, puis des indicateurs relatifs à la sécurité. En périphérie, les participants d'habitat aisé évoquent plus d'indicateurs relatifs au confort que ceux d'habitat populaire.

Valérie MEYER

SYCOPARC, Parc Naturel Régional des Vosges du Nord, France

*La qualité de vie des habitants et
la mobilisation des acteurs du Parc*

A côté des ressources des patrimoines naturels et culturels du territoire, la « richesse » du territoire constitue une ressource capitale pour son avenir. Le projet du Parc est de prêter une attention particulière à cette richesse :

- d'une part, pour en maintenir la vitalité sur le territoire, en offrant aux habitants du Parc une qualité de vie attractive (habitat, services, culture, etc.),
- d'autre part, pour l'associer au projet Parc, en mettant les habitants du Parc en capacité de prendre en charge par eux-mêmes la concrétisation des objectifs du Parc.

La qualité de vie des habitants, à travers le maintien et le développement des services et de l'habitat

Devant le risque croissant de déprise des services aux habitants, suite aux redéploiements des services publics, une mobilisation de tous les acteurs du Parc doit permettre de trouver de nouvelles formes d'accès aux services.

Le développement culturel

Les actions de médiation et de sensibilisation à la culture, notamment à la culture contemporaine, doivent être un axe fort de la politique culturelle du Parc. Il s'agit d'aider à donner des repères culturels, des clefs de compréhension et de lecture, et surtout de susciter l'envie de découvertes culturelles.

L'information et la pédagogie

L'information et la sensibilisation sont une priorité. Elles seront menées afin de :

- Développer les facultés d'observation et de compréhension,
- Rendre chacun conscient de la complexité des enjeux,
- Donner à chacun, habitant, scolaire, touriste, décideur... des éléments d'analyse et d'information permettant d'avoir une attitude de responsabilité individuelle et collective.

La promotion du Parc

Dans un objectif de démultiplication du projet du Parc, il est indispensable de veiller à une meilleure appropriation de ses objectifs par les acteurs du Parc (habitants et visiteurs). Pour renforcer auprès des habitants, le sentiment d'appartenance au Parc, territoire patrimonial privilégié, l'objectif est de développer les actions de proximité, susceptibles de démontrer concrètement et directement la réalité du parc au quotidien.

Elsa BONAL

Ecole doctorale de l'université de La Rochelle, France

Les jardins d'autoproduction Jardiner pour construire un cadre de vie favorable à une qualité de vie personnelle et partagée

Beaucoup considéraient que les pratiques d'autoproduction étaient appelées à disparaître, comme des activités résiduelles qui ne résisteraient plus longtemps à la modernité. Et pourtant le besoin de jardiner est en pleine croissance ! Les jardins partagés entre plusieurs jardiniers se multiplient, en France, en Europe, outre-atlantique ; ils quittent les périphéries cachées de la ville pour pousser au pied des habitations, ils se rapprochent des lieux de vie quotidienne. A quels besoins des jardiniers cette nouvelle émergence correspond ? A quelle(s) demande(s) sociale(s) les collectivités locales et autres partenaires répondent-ils quand ils font du jardin d'autoproduction un outil de politiques publiques ?

Le jardin est, de par ses qualités *naturelles*, un « cadre de vie » agréable. Combien d'entre nous n'ont-ils jamais rêvé de jardin ? Mais l'histoire du jardin familial nous apprend que sa dimension sociale a été minimisée au profit de la seule dimension « cadre de vie »... Aujourd'hui, le jardin partagé se vérifie être un cadre de vie favorable, à certaines conditions, à une qualité de vie, tant pour la personne qui jardine, que pour sa maisonnée que pour les liens civils et sociaux locaux. Ce qui se passe dans ce micro-espace se voit à l'extérieur : l'activité des jardiniers bénéficie également aux espaces environnants.

Notre hypothèse de recherche doctorale situe le jardin partagé d'autoproduction comme « une région tierce », ou « un tiers-espace ». Il est un espace transitionnel, qui permet de passer de l'individuel au collectif, du dedans au dehors, de l'intimité de ce « chez soi du dehors » à la civilité nécessaire au partage d'un espace commun.

Fatma SALHI

Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme, Alger, Algérie

*Le cadre de vie au quotidien battu en brèche en Algérie
Mondialisation et bouleversements internes*

Le cadre de vie est bouleversé en Algérie par l'irruption de la mondialisation libérale dans les espaces urbains de nature multiple : centres-villes, quartiers, banlieues ou périphéries en multiplication « champignonsques ».

Tous les espaces urbains et assimilés sont le théâtre des nouveaux ingrédients de la mondialisation. La destructuration des cadres de vie et le décroissement des espaces sont les mots-clés. Mais ce décroissement d'espaces anciennement paisibles et bien définis est maintenant accompagné de désordre et de chaos. Ceci est exponentiellement plus fort dans un pays du Sud comme l'Algérie où l'urbanisation était plutôt démo-économique que dispensatrice de services urbains. Ces derniers sont non seulement insuffisants mais plutôt rares ou inexistantes. Laissant la population s'activer frénétiquement dans des improvisations permanentes pour se munir d'« auto-services » rapidement remis en cause par la logique d'une temporalité nouvelle et constamment réinventée au rythme éternellement saccadé. Une impression de destructuration et de foisonnement domine, annulant les initiatives précédentes et en réorganisant d'autres. Tout pareillement, dans une temporalité immédiate, jamais achevée, toujours recommencée. La ville n'est plus un écosystème serein et bien structuré.

Les échelles deviennent désormais illisibles, accentuées par la perte de sens. Perte du sens de l'espace, du sens du temps. Rien n'est désormais « durable », tout est en recommencement. Car l'Algérie, que nous prendrons comme terrain d'étude dans cette réflexion, commence à chercher son identité, 40 ans après l'indépendance, comme le montrent les bouleversements du politique et de l'intra- sociétal.

*Nathalie BLANC, Sébastien BRIDIER, Lucile GRESILLON
LADYSS, Université de Nanterre, France*

*La pollution est-elle un enjeu en termes de qualité de vie,
de qualité de la ville ?*

Voici la question que notre équipe de recherche a été amenée à se poser dans le cadre d'un travail confrontant les représentations et pratiques des citoyens vis-à-vis de la qualité de l'air et la pollution que mesurent des physiciens. Cette étude s'est déroulée à l'échelle de trois sites parisiens qui correspondent à autant de types d'habitat, pavillonnaire du début du siècle, collectif des années 1970 et centre ancien.

En définitive, la qualité de l'air n'apparaît pas être un enjeu essentiel au regard des problèmes que la maîtrise de la pollution soulève en termes d'usage de la voiture et du choix d'une qualité de vie urbaine.

On le constate en étudiant l'appréhension scientifique du phénomène pollution ou la mise en œuvre d'un dispositif législatif et réglementaire de lutte pour la qualité de l'air, sur le plan politique, ou, encore, en s'intéressant aux représentations communes, et à la place que prend la pollution dans le vécu d'un lieu.

Les relations de la pollution et de la qualité de vie s'inscrivent dans une histoire longue : avant tout, elles font intervenir les questions de santé et celles des droits des populations concernées.

Laurence THOMSIN
FNRS, Université de Liège, Belgique

*La flexibilité spatio-temporelle des lieux de travail
entendue comme outil de qualité de vie*

Cette communication se propose d'introduire une réflexion sur les significations sociales des nouvelles formes de mobilités spatiales introduites par le télétravail dans leur apport au concept de qualité de vie.

L'atypisme des lieux de travail et en corollaire des temps de travail offre à la personne active pratiquant le télétravail de nouvelles opportunités non seulement dans la gestion de ses déplacements mais également de ses temps sociaux.

Par le regard croisé d'une enquête quantitative et qualitative menée auprès d'employés d'une multinationale immergés depuis quelques années dans l'exercice quotidien de ces nouvelles formes de travail, c'est-à-dire pratiquant leurs activités professionnelles entre plusieurs lieux de travail (siège principal de leur société, autre(s) siège(s) de la société-mère, au domicile, chez un ou plusieurs client(s), en déplacement à l'étranger, etc.), nous désirons apporter un éclairage sur la grande diversité des profils de télétravailleurs en rapport aux divers enchaînements de ces formes de télétravail réellement pratiquées par journée ou par semaine de travail afin d'établir un bilan nuancé des bénéfices et inconvénients spatio-temporels induits par l'exercice de chacune de ces formes ou pratiques de télétravail. A travers la mise en évidence pour chacun de ces profils de télétravailleur des caractéristiques du réaménagement de leur mobilité quotidienne, dans ses dimensions professionnelles et non professionnelles, nous avons pu ainsi isoler les constructions personnalisées d'un remodelage des frontières qui définissent l'espace-temps public et l'espace-temps privé. Cette nouvelle conception du travail va incontestablement dans le sens d'une plus grande liberté organisationnelle des salariés et répond par l'introduction de temps non contraint à une recherche collective d'amélioration de la qualité de vie.

Cette observation du télétravail pratiqué au quotidien s'est avérée constructive dans la recherche de définitions non-matérielles du concept « Qualité de vie ». Elle démontre par ailleurs que cette quête pour une meilleure qualité de vie est rarement définie a priori par les individus eux-mêmes. Seules leurs expériences nouvelles leur font prendre conscience de cette quête et à cette fin, il est particulièrement intéressant de découvrir, dans le cadre d'une pratique flexible des temps et lieux de travail, la panoplie des articulations qu'ils développent.

Marie-Jo MENOZZI
ENSP/LAS, Rennes, France

*Les jardins communautaires : à la recherche de nouveaux espaces
et de nouveaux types de relations sociales*

Le développement de nouvelles pratiques de jardinage dans certaines zones d'habitat traduit une demande de la part des habitants pour occuper l'espace, et favorise d'autres modes d'appropriation de portions de l'espace public. Ces nouvelles pratiques collectives induisent une redéfinition des espaces privés et publics. Elles induisent aussi une redéfinition des relations sociales. En effet, ces expériences engagent de nouveaux types de relations entre les acteurs sociaux (pouvoirs publics, habitants, services techniques des jardins, associations etc.), ainsi qu'une redistribution des compétences.

Ces expériences traduisent la quête d'une manière de vivre autrement en milieu urbain, dans la relation à l'espace, mais aussi dans la relation à l'autre. En quoi ces nouveaux modes d'appropriation des espaces, avec une modification du cadre de vie et des relations sociales engagées que cela induit participent-elles de la recherche d'une meilleure qualité de vie dans son quartier, en milieu urbain ?

Nous nous baserons sur les expériences menées à Rennes (et éventuellement Roubaix) pour répondre à ces questions et comprendre en quoi la création de jardins communautaires participe de la recherche d'une meilleure qualité de vie en ville.

Monique HAICAULT
LEST/CNRS, Aix en Provence, France

*Les temps sociaux à la racine des inégalités
entre les femmes et les hommes*

Le temps social a changé de nature en devenant multiforme et en discordance croissante. Depuis longtemps les sociologues féministes ont montré combien l'expérience quotidienne des femmes notamment des femmes actives avec enfants était différente de celle de leurs homologues masculins, parce qu'elles affrontent une multiplicité de temps sociaux dans les charges encore mal partagées qui leur incombent au sein d'un espace urbain plus ou moins qualifié.

Les espaces de la vie quotidienne, domus, famille, travail, école, commerces, administrations, santé, loisirs, sont rythmés par des temporalités en tension grandissante. Les femmes doivent ajuster le plus souvent seules et avec des services publics insuffisants, les configurations temporelles de chacun, la diversité des temps sociaux urbains, leur caractère contraignant et discordant, et coordonner ces configurations dans les lieux dispersés de nos villes étalées.

Selon la dynamique de sa politique urbaine, chaque ville prend en compte les besoins réels des citoyens femmes et hommes, en proposant des services et des aménagements plus ou moins diversifiés, accessibles et adaptés.

La qualité de la vie en ville peut se lire dans les signes de son cadre urbain. Elle résulte de la rencontre entre sa politique en matière d'aménagement des temps et des services publics, avec les configurations temporelles de ses usagers-citoyens, femmes et hommes. Si la qualité de la vie en ville au quotidien peut être estimée au moyen de critères quantitatifs : consommation de biens, équipement en services, logements et parc automobiles, espaces verts etc., elle peut aussi être montrée en reliant les actions des acteurs de sa gouvernance aux pratiques de ses citoyens.

Une approche qualitative de la qualité de la vie en ville demande un renouvellement des méthodes d'approche. L'image est un bon outil d'investigation pour saisir dans l'espace bâti des signes des orientations de sa gouvernance en matière d'aménagements des temps et par les corps des citoyens en mouvement, les usages de la ville et ainsi que certains traits de sa gouvernance par la qualité repérable des aménagements des temps, des espaces et des services publics, principalement en direction des femmes.

La ville de Rennes est relativement pionnière dans sa gestion municipale. Avec 56 % de femmes chargées de questions débordant celles généralement attribuées politiquement aux femmes, le Conseil municipal a développé une démarche égalité entre femmes et hommes depuis plus de 10 ans, qui se traduit notamment par la mise en place d'un bureau des temps, de quartiers rendus aux piétons depuis 10 ans, de vélos à la carte, d'aménagement d'horaires pour les transports collectifs, de moyens d'accès pour tous au centre-ville, de respect du repos dominical.

Elle conjugue deux atouts : un terrain pertinent pour observer des réalisations

concrètes, une politique municipale appuyée sur une parité expérimentée et effective.

Etudes de Cas

Session 5
Le travail

*Séverin Cécile ABEGA, Daniel BLEY, Nicole VERNAZZA-LICHT
UCAC, Yaoundé, Cameroun - UMR 5036, CNRS, Bordeaux, France*

*La qualité de vie des travailleurs
dans une plantation agro-industrielle du Sud Cameroun*

Au Cameroun, les exploitations forestières et les sociétés de plantation constituent des lieux de travail et de vie pour une partie de la population du pays. Les travailleurs viennent de toutes les régions du pays et des pays limitrophes et, pendant de nombreuses années, ils résident seuls ou en famille au sein de l'exploitation, loin de leur ville ou village d'origine où ils retournent essentiellement lors des vacances annuelles. Occupant de vastes hectares dans la forêt, ces sites d'activité représentent des lieux de brassage de population et des pôles attractifs du fait des échanges économiques, en particulier lors des week-ends de paye avec la venue de populations extérieures à la plantation.

La plantation où l'étude a été menée, est située en milieu rural, au sud Cameroun. Elle est spécialisée dans la culture de l'hévéa et la commercialisation du caoutchouc. L'entreprise s'étend sur 40 000 ha, elle emploie 5 600 travailleurs et on considère que, compte tenu de l'entourage familial, environ 25 000 personnes résident régulièrement dans la plantation.

Les habitations sont réparties en 15 villages comportant chacun une école primaire et maternelle, un lieu de culte, un dispensaire, des commerces, un terrain de football. L'entreprise qui est l'une des plus importantes du Cameroun a mis en place pour la gestion de la santé de ses travailleurs un service médical et des structures de soins (15 dispensaires satellites et un hôpital de 150 lits).

Différentes enquêtes et entretiens avec les membres du personnel administratif, du personnel de santé et des travailleurs, ainsi qu'une observation in situ à l'hôpital et dans les dispensaires nous ont permis d'apprécier les modalités de prise en charge de l'état de santé des travailleurs et les itinéraires de soins au sein de la plantation, .

D'autre part, les renseignements recueillis lors d'entretiens avec les différents responsables l'entreprise nous ont permis de mieux appréhender le vécu quotidien des travailleurs: la grille des salaires, les conditions de résidence, l'origine et la durée de séjour des travailleurs, les politiques sociales et sanitaires de la société. Nous nous sommes attachés à saisir les difficultés économiques que rencontrent les travailleurs et les travailleuses, essentiellement les " saigneurs " qui constituent la majorité des employés. Ces données constitutives de la qualité de vie des travailleurs de la plantation nous renseignent sur leurs conditions de travail, leur alimentation et leur état de santé, de même que leur mobilité. Nous émettons l'hypothèse que par leur connaissance, nous éclairons le risque d'exposition à des problèmes de santé et de maladies (sida, paludisme notamment) des travailleurs, liant ainsi qualité de vie, conditions de vie et travail..

Rosa ASMUS

Centre du Développement Durable, Université de Brasilia, Brésil

*Enquête sur la qualité de vie dans les communautés agricoles
du municipe de Pirapora, Etat du Minas Gerais au Brésil*

Utilisant deux techniques particulières - le Diagnostic Rural Participatif (DRP) et le groupe focal - il a été réalisé une enquête sur la Qualité de Vie (QV) des petits agriculteurs regroupés en communautés rurales . En ce qui concerne le cas du DRP, les questions ont porté sur le travail agricole, alors que dans le cas du groupe focal l'accent a au contraire été mis - en partant de deux questions (Quel est votre principal désir ? et Pour vous qu'est-ce que la Qualité de Vie ?) - sur les besoins matériels et spirituels des agriculteurs. Les groupes ont été conformés selon le sexe donnant lieu à une expression différenciée des doutes face à la vie.

Se basant sur la définition de Amartya Sen de la QV, fondée sur les concepts de capacités et de fonctionnalités, la QV des agriculteurs est insatisfaisante. La scolarisation est insuffisante. Les agriculteurs désirent disposer d'écoles rurales et de cours d'alphabétisation pour les adultes. Il est probable que les fonctionnalités de ces hommes et femmes de la zone rurale soient bien en deçà de leur potentiel, ce qui contribue à mal les préparer pour exercer leur citoyenneté. Les conditions de production, statut foncier, faible disponibilité de conseil technique, mauvaise adaptation des politiques publiques destinées aux petits producteurs constituent, aux yeux des ruraux, les principaux éléments qui compromettent la qualité de vie en milieu rural.

Les indicateurs traditionnels de développement humain lient la qualité de vie à l'accession à la maison individuelle, le confort domestique, l'eau courante et l'accès aux soins médicaux. Cependant, l'importance des critères relatifs à la production apparaissent clairement dans les résultats de l'enquête, ce qui les rend incontournables dans l'analyse de la QV rurale. Il est possible de déduire des résultats subjectifs de la qualité de vie obtenus que les personnes observées se sont résignées en raison soit des difficultés passées, soit de leur âge, soit de leur santé précaire. Elles ne luttent plus, elles jouissent juste de l'existant et... elles se réfugient dans le rêve. La dégradation des deux communautés est d'autant plus forte que les jeunes ne veulent pas continuer à assurer le travail agricole.

Vincent GROSJEAN
INRS, Vandoeuvre, France

Améliorer le bien-être en entreprise :
Comment les institutions peuvent-elles répondre?

Le propos s'appuiera sur des illustrations en France et en Belgique.
La communication sera architecturée autour de quatre parties.

La première dira pourquoi le bien-être et la qualité de vie au travail semblent devoir être de plus en plus au centre des préoccupations des acteurs de la santé-sécurité sur les lieux de travail en France comme ailleurs en Europe.

La partie suivante dressera ensuite un rapide portrait des structures en charge de la santé et de la sécurité d'une part en France, d'autre part en Belgique. La communication montrera en quoi ces deux pays ont répondu de manière contrastée à l'injonction [européenne] de pluridisciplinarité dans les problèmes de santé au travail et en quoi, au moins pour la Belgique, la réponse a visé explicitement un élargissement de la problématique santé vers le bien-être.

Dans une troisième partie sera relatée une expérience concrète d'intervention pluridisciplinaire qui a eu le souci d'améliorer le bien-être dans une entreprise en partant essentiellement des problèmes exprimés par les travailleurs. Elle permettra de dégager quelques facteurs de succès qui nous semblent en concordance avec la littérature générale sur l'intervention en entreprise et qui seront particularisés par rapport à cet objet singulier d'intervention qu'est le bien-être au travail.

Enfin, la partie finale de l'exposé abordera quelques enseignements de cette intervention en ce qui concerne la capacité des deux systèmes nationaux évoqués plus haut à faire face à une demande sociale croissante pour ce type de problèmes.

Marcel LOUREL

Laboratoire de Psychologie Sociale, Rennes, France

*Vie au travail, santé et usure professionnelle :
le cas des personnels de surveillance en Maison d'arrêt*

Nous extrairons les précurseurs ou stressseurs professionnels susceptibles d'encourager l'apparition du syndrome d'épuisement professionnel, tel que décrit par Maslach et Jackson (1981). En cela, nous nous proposons d'étudier in situ l'usure au travail des surveillants de prison (Maison d'arrêt).

A ce jour, les résultats de notre étude s'accordent à mettre en lumière cela à l'aide de l'indice d'épuisement professionnel pénitentiaire (EPP de Neveu, 1997) :

- (a) l'existence d'une identité professionnelle défaillante,
- (b) la prégnance du manque de latitude décisionnelle
- (c) la désillusion liée au changement du système carcéral
- (d) l'échange social surveillant-détenu. Notre étude souligne l'importance de l'épuisement émotionnel (mesure à l'aide du MBI).

Anne MONJARET
CERLIS/CNRS, Paris, France

Logiques de privatisation des locaux professionnels

Les espaces de travail peuvent être considérés comme des espaces de vie dans le sens où ils sont habités, apprivoisés par les individus qui les occupent, et où les activités qui s'y déroulent ne se réduisent pas exclusivement à des tâches professionnelles. En effet, les salariés peuvent également manger, boire, décorer leurs murs, jouer, jardiner. . . Dans les bureaux comme dans les ateliers, les objets sont des indices pertinents pour cerner de telles pratiques.

On peut alors se demander quel est le sens de ces usages qui, selon les cas, peuvent être normatifs, tolérés ou transgressifs ? Que nous révèlent-ils du fonctionnement des groupes professionnels ? Existe-t-il, par exemple, une différence entre les administratifs et les ouvriers ? Pourquoi les salariés cherchent-ils à s'entourer d'objets référentiels (photos, plantes, bibelots, cafetières...) ? C'est à partir de résultats d'enquêtes effectuées dans différents secteurs professionnels, principalement dans des hôpitaux et un musée parisiens que nous souhaiterions répondre à ces questionnements.

La niche individuelle ou collective, dans des espaces clos comme dans ceux plus ouverts (open space), apparaît nécessaire à la construction du bien-être des salariés au travail. Ces derniers participent, de cette façon, à l'amélioration de leur cadre quotidien dans des établissements (entreprises, administrations, institutions) soumis, de fait, au règlement. Ils créent des espaces-temps familiers et donc rassurants. Les situations de déménagements, de mobilité des objets et des hommes, soulignent précisément ces engagements matériels qui sont l'une des formes d'investissement au travail.

De l'uniformisation à la singularisation, jusqu'à la personnalisation des espaces de travail, il ne s'agit pas seulement d'appréhender les mécanismes d'appropriation des lieux institutionnels ou encore les logiques de privatisation qui y sont mises en oeuvre par les salariés, mais bien d'en comprendre les enjeux sociaux, professionnels et par là même identitaires. On voit ici comment le travail s'articule au hors travail.

Claudia PORTO DE LIMA

Laboratoire de Psychologie Environnementale, Université Paris 5, France

*Facteurs concourants à la satisfaction des travailleurs
dans différents types d'aménagement d'espaces de travail.*

Dans le domaine de la psychologie environnementale, l'idée que les personnes et leur contexte sont des pôles interdépendants, est le noyau commun des modèles d'analyse de l'approche transactionnelle ; l'homme organise son environnement, en même temps que celui-ci influence l'homme. En nous plaçant dans cette optique, cette recherche envisage l'étude des rapports des employés avec leur espace de travail. Son objectif est d'identifier, au-delà des dimensions de l'environnement physique, les variables à caractère individuel, interpersonnel et organisationnel, pouvant influencer la satisfaction et la relation à l'espace de travail. Nous envisageons en outre de mettre en évidence la dynamique d'interaction entre ces groupes de variables.

La méthode choisie est centrée sur l'individu, son expression subjective, ses valeurs et ses préférences, concernant son environnement et son travail. Nous considérons que la perception dépend de plusieurs facteurs présents au sein de ce système interdépendant. Elle nous renseigne sur l'expérience directe des usagers d'un espace et peut permettre de dégager une compréhension de l'interaction complexe qui s'établit entre les différentes dimensions. Nous formulons l'hypothèse que des similitudes dans les évaluations mettront en évidence les facteurs qui peuvent se caractériser comme fondamentaux dans l'évaluation. Nous supposons également que la dynamique d'interaction entre les éléments ayant le plus d'impact sur la satisfaction et la relation des individus à l'espace, sera différente pour chaque type d'aménagement de bureau étudié.

Nous adoptons une démarche comparative entre deux types de sites : les bureaux à espace ouvert et ceux à espace conventionnel. L'investigation porte sur l'évaluation et les significations attribuées par 550 employés de 23 entreprises, de l'état de Minas Gerais, Brésil. Les résultats nous autorisent à mettre en lumière les conditions jugées par la majorité des personnes interrogées, comme ayant un rôle modulateur sur la satisfaction et nécessaires à la perception positive de l'environnement.

Valerie MØLLER

ISER, Rhodes University, Afrique du Sud

Perceptions of everyday quality of life and employment opportunities among South African youth:

A Grahamstown East/Rini case study

Since democracy in 1994, South African youth have aspirations of a 'better life' with access to education, jobs, and a fashionable lifestyle. However, realities are very different - especially in the Eastern Cape, one of the poorest and least developed provinces with the highest youth unemployment rate (55.7% compared to 41% nationally). A 1999 study of black youth living in the Eastern Cape university town of Grahamstown inquired into development opportunities for youth, their perceptions of life chances, and quality of life.

The representative sample survey of 862 black youth, aged 15 - 24 years, resident in Grahamstown East/Rini shows that youth ambitions contrast strongly with their perceived quality of everyday life, particularly prospects of finding employment. Optimism among the youngest cohort shifted to disillusionment and pessimism among older and marginalised youth. Although all youth came from depressed economic circumstances, exposure to educational and development opportunities were unevenly distributed. Youth from better-off households who had received a headstart in life, tended to access more development opportunities and expressed higher levels of satisfaction with life overall and various domains of life. Although few youth had any job skills and casual work experience, most were keen to engage in voluntary community work to learn life skills. Based on the survey findings, the paper recommends promoting volunteerism among local youth, the majority of whom wish to develop 'in place' rather than seeking a better life elsewhere. Volunteerism as a stopgap solution in a context of high unemployment may succeed in lifting morale while introducing youth to the responsibilities of adult life.

Jean-Charles LARDIC

Direction de la Qualité de Vie Partagée, Ville de Marseille, France

*Modernisation de l'administration municipale
par et pour une Qualité de Vie Partagée :
une démarche innovante de management durable*

La Qualité de Vie Partagée est une terminologie locale du développement durable. C'est également le projet du mandat 2001-2007 du Maire de Marseille, Jean-Claude GAUDIN.

Ce projet se décline en deux temps :

- une phase interne de modernisation de l'administration municipale
- une phase externe d'élaboration d'un agenda 21 local (Charte de la Qualité de Vie Partagée)

La modernisation de l'administration municipale : un principe d'action simple
Concrètement, la démarche de Qualité de Vie Partagée nous invite à prendre conscience que la moindre de nos actions peut avoir des répercussions souvent insoupçonnées sur l'environnement, le bien être de nos concitoyens (aspects sociaux) et le fonctionnement de nos organisations (aspects économiques).

En ressentant notre part de responsabilité, chacun à son niveau, nous pouvons développer notre vigilance et proposer ou mettre en œuvre des améliorations de tous ordres.

La Ville a donc affirmé la participation des agents à la démarche de modernisation comme une base d'avancement dans ce processus de changement.

Les grandes thématiques d'action

- décloisonner les services par une meilleure circulation de l'information et par une généralisation des collaboration inter-services,
- faciliter l'expression du potentiel d'innovation des agents par un dispositif d'écoute et de participation,
- motiver les agents par : une prise de conscience du sens de leur travail, une plus grande reconnaissance et responsabilisation, une recherche de moyens pour accomplir au mieux leurs missions,
- acquérir un état d'esprit "DD" permettant d'ajuster certaines missions et projets autour des objectifs de Qualité de Vie Partagée et une recherche de cohérence dans l'action des différents services.

Une démarche d'innovation participative diversifiée et de grande ampleur :

- La création de groupes transversaux de réflexion et d'innovation rassemblant les agents volontaires qui se sont fait connaître en remplissant le bulletin bleu du questionnaire (entre 200 et 300).
- L'élaboration, dans chaque service, de projets de service. Le but est de clarifier les objectifs du service en associant les agents ainsi dynamisés autour d'une information commune. Ces projets prendront en compte la production des groupes transversaux en fonction de leurs spécificités.

ANNEXES

Adresse des intervenants

Séverin ABEGA

Université de Catholique de Yaoundé
 BP 11628 Yaoundé
 Tel. / Fax : 237 223 74 02
 E-mail : scabega@yahoo.fr

Malika AMZERT

Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat
 Laboratoire RIVES, ENTPE,
 Rue M. AUDIN,
 69120 Vaulx-en-Velin
 Tel./Fax : 04 72 04 70 50 / 04 72 04 70 88
 E-mail : amzert@entpe.fr

Rosa ASMUS

Centre du Développement Durable
 Université de Brasilia CIRAD
 SAS - Qd 5 - Bloco H - 2º andar - Ed. Superintendencia do IBAMA
 Brasilia - CEP : 70070-914 - Brasil
 Tel. / Fax : 00.55.61.3222550 / 00.55.61.3228473
 E-mail : rosaasmus@terra.com.br

Robert ASSANTE

Institution de rattachement : ARD Ingénierie
 Centre Tertiaire Marseille Aéroport
 13127 Vitrolles
 Tel. / Fax : 04 42 15 04 37 / 04 42 10 44 93
 E-mail : ardingenierie@club-internet.fr

Marika BAKONYI-MOESCHLER

Centre Universitaire d'Ecologie Humaine
 Université de Genève
 40, bd Pont d'Arve
 1204 Genève
 Suisse
 E-mail : marika.bakonyi@cueh.unige.ch

Paulo BATTAGLIM

Université Fédérale du Paraná
 Rua Gustavo Rattman, 741 ap. 13, Bacacheri.
 CEP : 82.520-630
 Curitiba - Pr. Brésil
 Tel. / Fax : 55 41 - 362 6885
 E-mail : pabatta@yahoo.com

Patrick BAUDOT

Laboratoire Population Environnement
 Université de Provence - Centre Saint-Charles
 CP 10
 13331 Marseille Cedex
 Tel./ Fax : 04-91-10-63-28/04-91-10-62-85
 E-mail : baudot@up.univ-mrs.fr

Jan BERHEIM

Department of Human Ecology, Medical School
 Free University of Brussels
 Laarbeeklaan 103
 B-1090 Brussels, Belgium
 Tel. / Fax : 32.2.477.4928/ 32.2.477.4964

E-mail : jan.bernheim@vub.ac.be

Laëtitia BINAULT

Le Gyptis, Bât. D, appt 203
9, rue Jean Cristofol
13003 Marseille
Tel : 04-91-50-52-35
E-mail : laetitia.binault@libertysurf.fr

Nathalie BLANC

LADYSS, CNRS, UMR 7533
191 rue St Jacques
75005 Paris
E-mail : nblanc@magic.fr

Daniel BLEY

CNRS UMR 5036
Université Victor Segalen Bordeaux 2
Case 71
146 rue Léo Saignat
33076 Bordeaux Cedex
Tel./Fax : 05-57-57-45-48/05-56-51-85-64
E-mail : Daniel.Bley@ssd.u-bordeaux2.fr

Omar BRIXI

Fédération des Mutuelles de France
3 rue de Vincennes
93108 Montreuil Cedex
omar.brixi@mutuelles-de-France.fr

Franck CHIGNIER-RIBOULON

Université Blaise Pascal
UFR Lettres, langues et sciences humaines.
29 Bd Gergovia,
63037 Clermont-Ferrand Cedex 1
Tel. 04 73 34 66 53 / Fax : 04 73 34 66 33
E-mail : Franck.CHIGNIER-RIBOULON@lettres.univ-bpclermont.fr

Alain CLERC

5 chemin Edouard Tavan
1206 Genève - Suisse
Tel. / Fax : 41 22 - 789 53 / 41 22 - 789 53 82
E-mail : aclerc@fdd.org

Frédéric DIMANCHE

118, bd Françoise Duparc
13004 Marseille
Tel : 04-91-49-66-21
E-mail : f.dimanche@caramail.com

Dominique DURAND

Magazine Viva
13, rue Marceau
37000 Tours
02 47 64 46 94
dominique.durand@viva.presse.fr

Pierre-Jean DUTEY

Université Claude-Bernard LYON I
 Adresse : 67 grande rue de la Croix-Rousse
 69004 Lyon
 Tel. / Fax : 04.72.00.94.91
 E-mail : pierre.dutey@wanadoo.fr

Maud FERRERO

11 place de l'église
 68820 Wildenstein
 E-mail : maud_ferrero@yahoo.fr

Manfred GARHAMMER

Universität Bamberg, Dept. Sociologie I
 96045 Bamberg
 Allemagne
 Tel. / Fax : 49 951 863 2595 / 49 951 863 5593
 E-mail : Manfred.Garhammer@t-online.de

J.C. GONDARD

Hôtel de ville
 3 quai du port
 13002 Marseille

Vincent GROSJEAN

Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS)
 Département Homme au Travail
 BP. 27
 54501 Vandoeuvre Cedex
 Tel. / Fax : +33 383 50 87 06
 E-mail : grosjean@inrs.fr

Monique HAICAUT

LEST CNRS
 35 ave Jules Ferry
 13626 Aix en Provence
 Tel. / Fax : 04 42 27 85 45 / 04 42 26 79 37
 E-mail : haicault@univ-aix.fr

Scott HENDERSON

Community Development Council of Quinte
 49 Albion Street
 Belleville, Ontario
 Canada
 K8N 3R7
 Tel. / Fax : 613-968-2466 / 613-968-2251
 E-mail : hender@magma.ca

Mad JOUBERT

Ville de Poitiers
 Hôtel de Ville
 BP 569
 86021 Poitiers Cedex
 Tel. / Fax : 06 75 20 79 86
 E-mail : elusindependants@mairie-poitiers.fr

André LANGLOIS - Anne GILBERT

Université d'Ottawa
 Département de géographie
 Faculté des arts
 Université d'Ottawa
 Ottawa, Ontario, K1N6N5
 Canada
 Tel. / Fax : (613)562-5800-1045
 E-mail : andrejan@uottawa.ca

Jean-Charles LARDIC

Ville de Marseille
 Directeur de la Qualité de Vie Partagée
 Adresse : 27, bd Joseph Vernet
 13008 Marseille
 Tel. / Fax : 04.91.55.48.90 / 04.91.55.48.87
 E-mail : sgm-environnement@mairie-marseille.fr

Louise LASSONDE

5 chemin Edouard Tavan
 1206 Genève - Suisse
 Tel. / Fax : 41 22 - 789 53 / 41 22 - 789 53 82
 E-mail : llassonde@fdd.org

Laurence LICHT

7 avenue Darius-Milhaud
 13100 Aix-en-Provence
 Tél. 06 14 61 08 69

Marcel LOUREL

Université Rennes 2 - Laboratoire de Psychologie sociale
 10 rue Eugène Suë
 Tel. / Fax : 06 20 79 66 66 / 02 47 38 75 52
 E-mail : lourelmarcel@yahoo.fr

Lucia MAINIER-SCHALL TRASCU

Institut de Recherche Européenne de Droit Economique
 Université des Sciences Sociales de Toulouse
 Manufacture des tabacs (Bureau MC 403)
 21, allée de Brienne
 31000 Toulouse
 Tel./Fax : 05.61.12.88.60 / 05.61.12.87.39
 E-mail : Luciamainier@aol.com

Sylvie MALSAN

3, villa Ornano
 75018 Paris
 Tel. et Fax : 01 42 57 30 29
 E-mail : s.malsan@wanadoo.fr

Ewa MARIETHOZ

Centre Universitaire d'Ecologie Humaine
 Université de Genève
 40, bd Pont d'Arve
 1204 Genève
 Suisse
 Ewa.mariethoz@cueh.unige.ch

Marie-Jo MENOZZI

ENSP, LAS
22 rue Dupont des Loges
35000 Rennes
Tel. / Fax : 02 99 67 39 54
E-mail : mj.menzozi@infonie.fr

Valérie MEYER

SYCOPARC - Maison du Parc
BP 24
67 290 La Petite Pierre
Tel : 03 88 01 49 59 / Fax : 03 88 01 49 60
E-mail : contact@parc-vosges-nord.fr

Romiler MILER

168, allée des Amandiers
84320 Entraigues
Tel : 04-90-83-10-96
E-mail : romaricmiler@caramail.com

Aude MILVAUX

Parc Barry, Bât. G2
13005 Marseille
Tel : 04-91-42-78-89
E-mail : aude.milvaux@fnac.net

Valerie MOLLER

Institute of Social and Economic Research (ISER)
Rhodes University PO Box 94
Grahamstown 6140
South Africa / Afrique du Sud
Tel. / Fax : +27-46-603 8550 / +27-46-622 3948
E-mail : v.moller@ru.ac.za

Anne MONJARET

CERLIS (CNRS / Université de Paris 5)
Centre universitaire des Saints-Pères,
45 rue des Saint-Pères,
75270 Paris cedex 06
Tel. / Fax : 01 42 86 22 50 / 01 42 86 21 60
E-mail : anne.monjaret@paris5.sorbonne.fr

Amélie OUDRY - Danièle HERMAND

Université de Nantes - Laboratoire de Psychologie.
Chemin de la Censive du Tertre
BP 81227
44312 Nantes cedex 3.
Tel. : 02.40.14.14.01
E-mail : amelie.oudry@humana.univ-nantes.fr

Dominique PECAUD

Institut de l'Homme et de la Technologie
Rue C. Pauc, BP 20606
44306 Nantes

Tel. / Fax : 02 51 85 74 00 / 02 51 85 74 47
E-mail : dpecaud@iht.atlantech.fr

Claudia PORTO DE LIMA

Université René Descartes
Laboratoire de Psychologie Environnementale
71-75, avenue Edouard Vaillant
92 100 Boulogne- Billancourt
Tel. / Fax : 01 55 20 59 21/ 01 55 20 57 40
E-mail : porto@psycho.univ-paris5.fr

Francis RIBEYRE

Institut EGID
Université Bordeaux III
1 allée Daguin
33607 Pessac
Email : ribeyre@egid.u-bordeaux.fr

Fatma SALHI

Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme d'Alger
8 rue Claude Matrat
92130 Issy-Les-Moulineaux.
E-mail : salhifatma@hotmail.com

Jean-Louis SAN MARCO

Laboratoire de santé publique
Faculté de médecine
Université de la Méditerranée
27, bd Jean Moulin
13385 Marseille cedex 05
E-mail : lsp@medecine.univ-mrs.fr

Natalia SAULNIER

Institut d'urbanisme de Lyon, Université Lumière Lyon 2.
Agence d'urbanisme de Lyon, 18 rue du Lac BP 3129
69402 Lyon Cedex 03.
Tel. / Fax : 04.78.63.43.70. Poste 3322 / 04.78.63.40.83.
E-mail : n.saulnier@urbalyon.org

Pascale STEICHEN

32 av Vallière
06100 Nice
Tel : 04 92 07 07 14
E-mail : pascale.steichen@wanadoo.fr

Roni SUMMERS WICKENS

Community Development Council of Quinte
49 Albion Street
Belleville, Ontario
Canada
K8N 3R7
Tel. / Fax : 613-968-2466 / 613-968-2251
E-mail : cdcrsw@lks.ent

Laurence THOMSIN

Université de Liège,
Bât. B11, 2 Allée du 6 Août
4000 Liège, Belgique

Tel.: 0032/43.66.52.52
E-mail : Laurence.Thomsin@ulg.ac.be

Eric VARJABEDIAN

ARD Ingénierie
Centre Tertiaire Marseille Aéroport
13127 Vitrolles
Tel. / Fax : 04 42 15 04 37 / 04 42 10 44 93
E-mail : ardingenierie@club-internet.fr

Nicole VERNAZZA-LICHT

CNRS UMR 5036
Université Victor Segalen Bordeaux 2 ,Case 71
146 rue Léo Saignat
33076 Bordeaux Cedex
Tel./Fax : 05-57-57-45-48/05-56-51-85-64
E-mail : nvernazza@aol.com

Roland WALGER

Mutuelles de Provence - Secteur Prévention Sanitaire et Sociale
41 rue de Village
13006 Marseille
Tel. / Fax : 04 91 18 49 55 / 04 91 18 49 67
E-mail : roland.walger@mutuelles-de-provence.com

Laurette WITTNER

Ecole nationale des travaux publics de l'Etat
1 place Colbert
69001 Lyon
Tel. / Fax : 04.78.28.26.26
E-mail : laurette.wittner@entpe.fr

Sandra ZAGON

Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques
600-250 rue Albert
Ottawa, Ontario,
Canada, K1P 6M1
Tel./Fax : 613-688-5534 / 613-567-7640
E-mail : szagon@cprn.org

Publications des intervenants

Séverin ABEGA

- Abéga S., « Beme et le fétiche de son père », Paris, 2002, Ed. Karthala
- Abéga S., « Les choses de la forêt », Yaoundé, 2000, Presses de l'UCAC
- Abéga S., « Société civile et réduction de la pauvreté », Yaoundé, 1999, Ed. Clé
- Abéga S., « Adzala, espèces et espaces dans la forêt badjue », Yaoundé, 1999, Presses de l'université de Yaoundé
- Abéga S., « Pygmées baka, le droit à la liberté », Yaoundé, 1998, INADES
- Abéga S.C., Mbarga J., Vernazza-Licht N., sous presse, *Activité sexuelle et qualité de vie des femmes ménopausées au Sud-Cameroun, Living and healing old age in the world*, A. Guerci dir., Italie, C.D..

Malika AMZERT - Francis CHIGNIER-RIBOULON

- M. Amzert, « Du cadre de vie à l'espace public - les paradoxes des jeux de l'échange entre associations d'habitants et élus locaux », mars 2000, CIL/UCIL dans l'agglomération lyonnaise, Rapport en 2 volumes (vol. 1 338 p., vol. 2 217 p.) pour le PUCA (Ministère de l'équipement)
- J.Y. Toussaint et M. Zimmerman, « Du cadre de vie à l'espace public, in *User, observer, programmer, faire l'espace public, ouvrage collectif* », 2001, p. 157-166, Formation Continue de l'INSA, Presses Polytechniques Universitaires Romandes
- M Amzert, F. Chignier-Riboulon, « *Les territoires du cadre de vie et la démocratie participative* », 2001, Elan Rhône-Alpes, n°30, (UMR 5600, Environnement-Ville-Société)
- M. Amzert, F. Chignier-Riboulon, « La ville participante », 2001, Elan Rhône-Alpes, n° 32, (UMR 5600, Environnement-Ville-Société)
- M. Amzert, F. Chignier-Riboulon, « Les comités d'intérêts locaux de l'agglomération lyonnaise-Grandeur et incertitudes d'une forme associative- Le foisonnement associatif », 2001, Les Annales de la recherche urbaine n° 89
- F. Chignier-Riboulon, « La banlieue, entre culture populaire de l'honneur et sentiment de marginalisation », mars 2000, *Géographie et cultures*

Rosa ASMUS

- R. M. F. Asmus, F.F. Curado, « Diagnóstico Participativo da Agricultura Familiar em alguns municípios ribeirinhos do Rio São Francisco », in Theodoro, S.H. (Org.). *Conflitos e Uso Sustentável dos Recursos Naturais*, Ed. Garamond, 2002, p.7-14

Paulo BATTAGLIM

- Paulo Battaglim, Leitão C & Machado P, "*Curitiba: Saneamento Apropriado, em Divulgação em Saúde para Debate*", 1992, CEBES, N° 8, pp 53-54.
- Paulo Battaglim, Machado P, "*A Saúde e a Reforma na Previdência Social, Opinião em Saúde & cidadania*", Jornal da Associação Paranaense de Secretários Municipais de Saúde, 1995, III, N° 16.
- Paulo Battaglim, Machado P & Ribeiro C, "*Experiências, Curitiba, Um Pouco de História*", Agosto, 1998- Jornal do CONASEMS, Publicação do Conselho Nacional de Secretários Municipais de Saúde, Edição Especial.
- Paulo Battaglim, Carvalho de Mello T. & Machado P, "*From Urban Development to Sustainability*", 1999, TRIALOG, , Zeitschrift für das Planen und Bauen in der Dritten Welt - Kiel, Germany. 1(61): 18-23.

- Paulo Battaglim, Machado P., "Qualidade de Vida, Ponto de Partida ou Resultado Final ?", 2000, Revista Ciência e Saúde Coletiva, Publicada pela ABRASCO, Associação Brasileira de Saúde Coletiva - Fiocruz - Rio de Janeiro. 5(1):63-81.
- Paulo Battaglim, Machado P., "Qualidade de Vida, Uma Noção Sustentável ?", 2000, Revista UniAndrade.

Daniel BLEY

- Bley D., Vernazza-Licht N., (coord) 1997, "Qualité de vie : santé, écologie, environnement", Prévenir n°33, 224 p.
- Bley D., Vernazza-licht N., 1997, La multiplicité des usages du terme de "qualité de vie", Prévenir, 33 : 7-14.
- Bley D., Vernazza-licht N. 1997, entretien avec Claude Monleau et Isabelle Grimaud : Mettre l'homme au centre de l'écosystème, Prévenir, 33 : 65-68
- Boudigou R., Bley D., Vernazza-Licht N., 2000, Processus migratoire et qualité de vie, in : L'homme et la Forêt tropicale (Bahuchet S., Bley D., Pagezy H., Vernazza-Licht N eds), 159-173..
- Durand D., Bley D., Vernazza-licht N., 1997, entretien avec C. Brunet : L'inconfort de la position assise, Prévenir, 33 : 117-120.
- Durand D., Bley D., Vernazza-licht N., 1997, Editorial, Qualité de vie. Santé, écologie, environnement. Prévenir, 33 : 3-5.

Dominique DURAND

- Durand D., Bley D., Vernazza-licht N., 1997, entretien avec C. Brunet : L'inconfort de la position assise, Prévenir, 33 : 117-120.
- Durand D., Bley D., Vernazza-licht N., 1997, Editorial, Qualité de vie. Santé, écologie, environnement. Prévenir, 33 : 3-5.
- Durand D., Vernazza-licht N., 1997, entretien avec le docteur J.M. Lapiana : La qualité de vie c'est la relation à l'autre, Prévenir, 33 : 113-116.

Pierre-Jean DUTEY - Laurette WITTNER

- Laurette Wittner et Daniel Welzer-Lang, « *Les Faits du logis* », oct. 1996, Vie et société, Aléas (éd.), Lyon
- Wittner L , « *Normes de surface corrigée et conception du logement social* », in Wittner, Welzer-Lang, op. cit. pp 85-98
- P. Dutey, Michel Dorais, « *La peur de l'autre en soi* », 1994, Coll. des hommes en changement, VLB (éd.), Montréal
- Dutey, P, « Des mots aux maux », in Welzer Lang, Dutey, Dorais, op. cit. pp. 147-192

Maud FERRERO

- M. Ferrero, 1999-2000, « Qualité de vie.org ou la conceptualisation d'un site Internet dédié à la qualité de vie », mémoire de stage ingénieur maître, I.U.P. D.E.N.T.E.S.

Manfred GARHAMMER

- M. Garhammer, " *Wie Europäer ihre Zeit nutzen* ", 1999, Berlin.
- M. Garhammer, Anthony J. (Hrsg.) "3 Time Pressure in Modern Germany, in: Zuzanek, Jiri & Veal, Time-pressure, Stress, Leisure Participation and Well-being: Leisure and life-style connections, Special Issue of Society & Leisure", Frühling, 1998, Vol. 21, N° 2, Presses de l' Université du Québec, Québec/Kanada, S. 324-354.

Vincent GROSJEAN

- Grosjean V., « *Aperçu sur la prévention en Belgique* », *Rapport INRS*, nov. 2000, 29 p.
- Grosjean V., « *Aperçu sur la prévention en Suisse* », *Rapport INRS*, oct. 2000, 22 p.

Monique HAICAULT

- Haicault M., « *L'expérience sociale du quotidien, corps, espace, temps* », Presses de l'Université d'Ottawa, déc 2000, Canada, 221p.

André LANGLOIS - Anne GILBERT

- Phipps, M., Langlois, A., "*Spatial Dynamics, cellular automata and parallel processing computers*", 1997, *Environment and Planning B*, vol. 24 : 193-204.
- Langlois, A., Razin, E., "*Self employment among French Canadians in different regional milieux: a trait of assimilation or of group mobilization*", (1995), *Ethnic and Racial Studies*. Vol. 18, No. 3: 581-604.
- Razin, E., Langlois, A. "*Metropolitan Characteristics and Entrepreneurship among immigrants and Ethnic Groups in Canada*", 1996, *International Migration Review*, Vol. XXX, Number 3: 703-727.
- Langlois, A. et PHIPPS. M., « *Automates cellulaires : application à la simulation urbaine* », 1997, Éditions Hermès, Paris.
- Langlois, A., « *Comportement linguistique selon le milieu et effet de structure* », 2000, *Recherches sociographiques*, XVI, 2 : 211-238.
- Langlois, A. and KITCHEN P., "*Identifying and Measuring Dimensions of Urban Deprivation in Montreal : An analysis of the 1996 Census Data*", 2001, *Urban Studies*, Vol. 38, No. 1: 119-139.
- Langlois, A., D. ANDERSON and ZACHARY KLAAS, "*Resolving the Quality of Life/Well-being Puzzle : Toward a New Model*" (à paraître).

Louise LASSONDE

- Lassonde L. , 1996, « *Les défis de la démographie. Quelle qualité de vie pour le XXIe siècle* », Ed. La découverte,

Sylvie MALSAN

- S. Malsan, "*Les filles d'Alcatel, histoire d'une reconversion industrielle* », 2001, Toulouse, Octarès.
- S. Malsan, « *D'un pays aux autres, Mémento à l'usage des habitants du Pays de la Serre* », 2001, Crécy-sur-Serre, Communauté de communes du Pays de la Serre.
- S. Malsan, « *Barosud, image du tiers-monde dans les médias, Paris, Ministère de la Coopération* », 1992.

Marie-JO MENOZZI

- Menozzi M-J., « *Les jardins de Ouagadougou* », in D. Bley et al., *Villes du sud et environnement*, 1997, Ed. du Bergier, coll. Travaux de la SEH, p.20-38.
- Menozzi M-J., en collab. avec DANAI S M., « *La nature dans la ville* », in Penn ar Bed : *Nature en ville*, n° 165/166, , juin/sept 1997, Brest, p.18-26.
- Collectif, « *Etude des jardins privés de la ville de Rennes* », Ville de Rennes, DIREN Bretagne, SEPNB, 1996, en collab. avec la Société d'Horticulture et Rennes-Jardins, 78p.

Valerie MOLLER

- Møller V., Dickow H., "Five years into democracy: Elite and rank-and-file perspectives on South African quality of life and the 'Rainbow Nation'", *Les Cahiers de l'IFAS* No. 1, 2001, Institut Français d'Afrique du Sud (IFAS), Johannesburg.
- Møller V., "Quality of life in South Africa : post-apartheid trends", *Social Indicators Research*, 1998, 43.
- Møller V., "Quality of life in South Africa " (ed.), Dordrecht : Kluwer Academic Publishers, 1997,
- Leggett T., Møller V., Richards R., "My life in the new South Africa : A youth perspective", (eds.). Pretoria, 1997, South Africa : Human Sciences Research Council (HSRC) Publishers.
- Møller V., « Une place au soleil : la qualité de la vie en Afrique du Sud », in : Darbon D., Howe G. (eds.). La République sud-africaine : État des lieux, Paris, 1993, Kartala.
- Møller V., Schlemmer L., "Quality of life in South Africa : Towards an instrument for the assessment of quality of life and basic needs", *Social Indicators Research*, 1983, 12.

Anne MONJARET

- Monjaret A., « *La Sainte-Catherine. Culture festive dans l'entreprise* », 1997, Ed. CTHS
- Chevalier S., Monjaret A. (sous la dir. de), « *Les cadeaux, à quel prix* », 1998-4 (réimp. 2002), *Ethnologie française*.
- Desjeux D., Monjaret A., Taponier S., « *Quand les Français déménagent* », PUF, 1998,
- Monjaret A., « Fermeture et transfert de trois hôpitaux parisiens, l'ethnologue accompagnateur social », *Ethnologie française*, 2001, 1, p. 103-115.
- Monjaret A., « La fête, une pratique extra-professionnelle sur les lieux de travail », *Cités*, 8, p. 87-100.

Amélie OUDRY, Danièle HERMAND

- Oudry, A. & Hermand, D., "Relation between different indicators of judgement of Quality of life", (en préparation), *Journal of Environmental Psychology*
- Hermand, D. & Oudry, A. Judgement of Quality of urban life, in Moser, G., Pol, E., Bernard Y., Bonnes M., Corraliza, J., Giuliani, M.V. (Eds). IAPS 16 Metropolis 2000, Paris, July, 4th- 7th, Which perspectives ? Cities, Social Life and Sustainable Development, Proceedings. Barcelona : Publications Universitat de Barcelona, 2000.

Dominique PECAUD

- D. Pecaud, "Le regard, des phénomènes à leur connaissance", in Actes des Entretiens IFPP (Informer et Former pour mieux Prévenir et Protéger), "La maîtrise des agents physiques et biologiques au travail et dans l'environnement", CNAM, Abbaye royale de Fontevraud, 29-30 oct 1998.
- D. Pecaud, "Etude sur la perception de la sécurité domestique par les acteurs de la filière gaz", Paris, 1998-1999. En collaboration avec P. d'Iribarne. 1) Comment et par qui est abordée la question de la perception du risque ? 2) Perception de la sécurité domestique. Document Gaz de France.
- D. Pecaud, , 2 mars 2000, « *La colonie pénitentiaire ou la mise en scène des rapports entre corps, lois et procédures chez Kafka* », séminaire MSH-IHT, « La prévention des risques constitue-t-elle un champ d'enseignement ? », Nantes. Actes à paraître.

Francis RIBEYRE

- Ribeyre F, « *Ecologie familiale ? Fondements et finalités* », 2002, Natures, Sciences, Sociétés (in press).
- Ribeyre F, « *Cycle de vie des produits et environnement : de l'Ecologie industrielle à l'Ecologie familiale* », 2002, Industry and Environment (in press).
- Ribeyre, F, « Approche transdisciplinaire en écologie familiale : démarche pédagogique basée sur le "cycle de vie des produits", 2002, Actes J.I.E.S. XXIVès, 6 p.

Pascale STEICHEN

- Steichen P., 1997, « Droit, Environnement et Qualité de vie », Prévenir n°33, p. 33-50.

Laurence THOMSIN

- L. Thomsin, « *Télétravail et mobilités* », 2002, Ed. Université de Liège, Coll. Synopsis, Liège, 101p.
- L. Thomsin, « *Les mobilités de la retraite* », 2001, in M. Legrand (Ed.), Éres, Toulouse, p.223- 242.
- Y. Guichard-Claudic, F. Le Borgne-Uguen, S. Pennec, L. Thomsin, « *L'expérience de la retraite au masculin et au féminin* », Cahiers du Genre, « Vieillir jeunes, actifs et disponibles ? », 2001, L'Harmattan, p.81-104.
- L. Thomsin, Éditorial « *Repopulation et mobilités rurales* », 2001, Espace Populations Sociétés, p. 1-2, 13-17.
- L. Thomsin, B. Bernard, B. Bawin, « *Le choix résidentiel rural : une articulation de comportements individuels à contenu social, économique ou culturel* », 2001, Revue de l'Institut de Sociologie, n°3-4, Université Libre de Bruxelles, p.125- 152,.
- L. Thomsin, « *Périurbanisation et rurbanisation en Wallonie et à Bruxelles : contenus démographiques, économiques et sociaux* », 2001, Bulletin de l'Association de Géographes Français, 1, p.51-66.
- L. Thomsin, « *Repopulation et mobilités rurales* », 2001, Numéro spécial : *Espace Populations Sociétés*, n°1-2, Université des Sciences et Technologies de Lille, Villeneuve d'Ascq, 222 p.

Nicole VERNAZZA-LICHT

- Bley D., Vernazza-Licht N., (coord) 1997, "Qualité de vie : santé, écologie, environnement", Prévenir n°33, 224 p.
- Bley D., Vernazza-licht N., 1997, La multiplicité des usages du terme de "qualité de vie", Prévenir, 33 : 7-14.
- Bley D., Vernazza-licht N. 1997, entretien avec Claude Monleau et Isabelle Grimaud : Mettre l'homme au centre de l'écosystème, Prévenir, 33 : 65-68.
- Boudigou R., Bley D., Vernazza-Licht N., 2000, Processus migratoire et qualité de vie, in : L'homme et la Forêt tropicale (Bahuchet S., Bley D., Pagezy H., Vernazza-Licht N eds), 159-173..
- Durand D., Bley D., Vernazza-licht N., 1997, entretien avec C. Brunet : L'inconfort de la position assise, Prévenir, 33 : 117-120.
- Durand D., Bley D., Vernazza-licht N., 1997, Editorial, Qualité de vie. Santé, écologie, environnement. Prévenir, 33 : 3-5.
- Durand D., Vernazza-licht N., 1997, entretien avec le docteur J.M. Lapiana : La qualité de vie c'est la relation à l'autre, Prévenir, 33 : 113-116.

- Micallef J., Auquier P., Siméoni MC., Vernazza-Licht N., Beresniak A., Gastaut J.A., 1999, Quality of life of non-institutional caregivers of patients infected by the aids virus in : *Quality of Life Research*, vol 8, n°7, novembre 1999, abstract n°233, p. 608.
- Vernazza-Licht N., Bley D., (sous presse), Qualité de vie in : *Sur les traces de la biologie humaine. Les fondements de l'Anthropologie* (Chiarelli B., Rebato E., Susanne S. eds), De Boeck Université.
- Vernazza-Licht N., Brun B., 2000, La Société d'Ecologie Humaine : douze ans de réflexion et de valorisation autour de l'Ecologie Humaine in : *Natures Sciences Sociétés*, vol. 8, n°2, 74-76.
- Abega S.C., Mbarga J., Vernazza-Licht N., sous presse, *Activité sexuelle et qualité de vie des femmes ménopausées au Sud-Cameroun*, *Living and healing old age in the world*, A. Guerci dir., Italie, C.D..